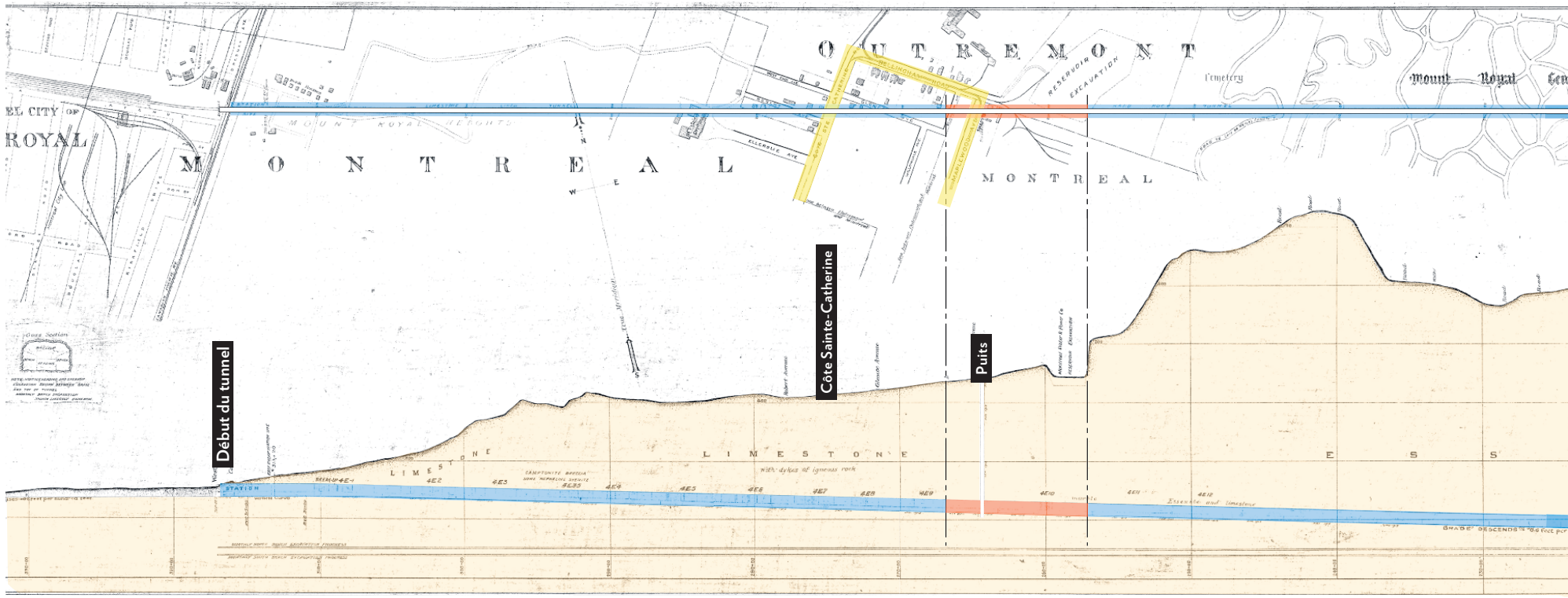


TRAINS SOUS LE MONT ROYAL



EXCLUSIF

UN TUNNEL DANGEREUX EN CAS DE FEU

L'AMT veut pourtant y faire rouler des locomotives au diesel



Le portail sud du tunnel du mont Royal.

PHOTO RAPPORT DE HATCH MOTT MACDONALD

GP
GIRARD-PERREGAUX
CELEBRATING 220 YEARS



VINTAGE 1945

Boîtier en or rose, cadran émail, fond saphir,
Mouvement mécanique à remontage automatique Girard-Perregaux.
Heures et minutes décentrées, indicateur de réserve de marche,
date et petite seconde.



Disponible exclusivement chez :
CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS

2020 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL: (514) 845-4651 SANS-FRAIS: 1-888-883-8283
WWW.CHATEAUIVOIRE.COM

www.girard-perregaux.com



BRUNO BISSON
ET ANDRÉ NOËL

L'Agence métropolitaine de transport (AMT) projette de faire passer 12 millions de passagers par année dans le tunnel du mont Royal, sur trois lignes de trains de banlieue, avec des locomotives remplies de carburant inflammable. Or, ce tunnel vieux de 100 ans et long de 4,8 kilomètres ne respecte pas les normes de sécurité les plus élémentaires contre les incendies, selon un rapport obtenu par *La Presse*.

«Par l'absence d'un système de protection contre les incendies, des systèmes de ventilation et des routes d'évacuation, le présent tunnel ne correspond pas aux exigences (de la norme NFPA-130)», indique le rapport commandé par l'AMT à la firme d'experts Hatch Mott MacDonald. Cette norme a été établie par la National Fire Protection Association (NFPA)

et est en vigueur partout en Amérique du Nord.

Chaque jour de la semaine, 48 trains électriques transportant 30 000 passagers roulent actuellement dans le réseau de trains de banlieue. Les trains ne peuvent pas rouler au diesel dans le tunnel du mont Royal, car il n'est pas pourvu de système pour évacuer les gaz d'échappement.

L'AMT veut y faire passer aussi le futur train de l'Est, reliant Mascouche à Montréal, et le train de Blainville/Saint-Jérôme. Or, ces deux lignes ne sont pas électrifiées. Le gouvernement Charest a donc commandé des locomotives bimode, au coût de 306 millions de dollars. Elles rouleront au diesel sur les parcours, mais passeront à l'électricité dans le tunnel.

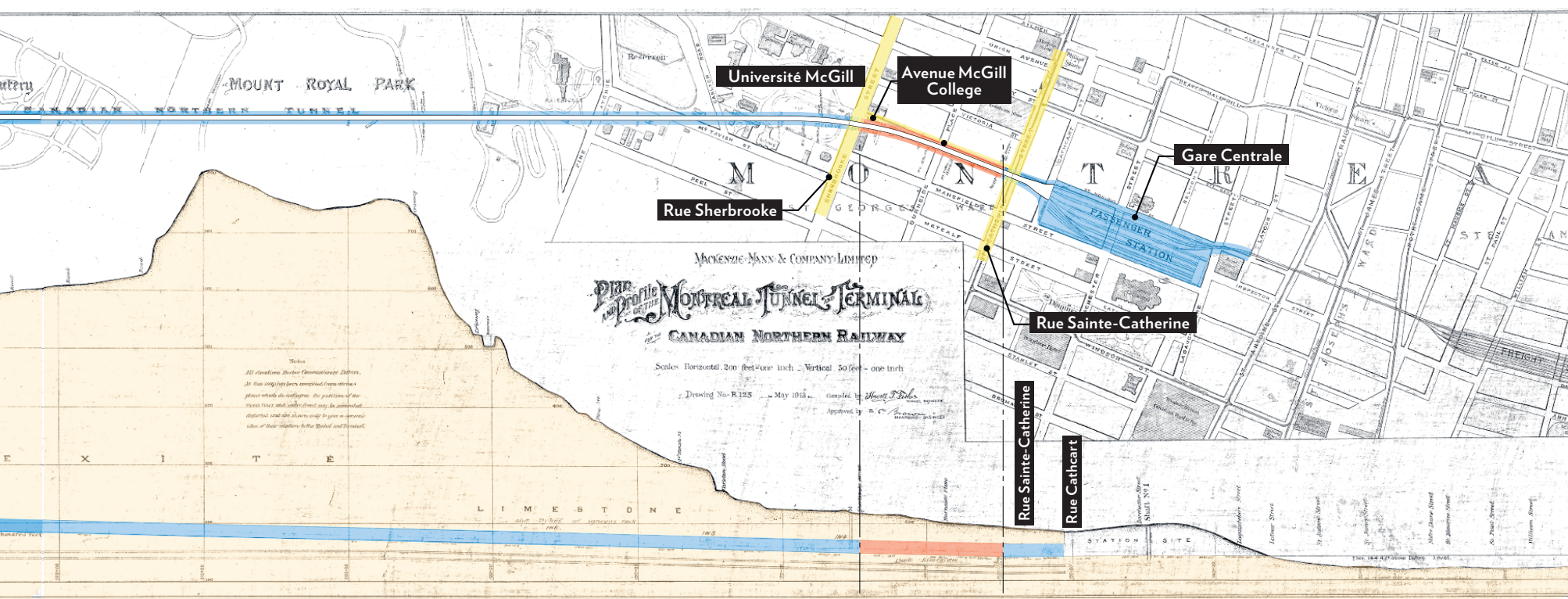
Chaque locomotive aura quatre réservoirs pouvant contenir 1700 litres de diesel chacun,

pour un total de 6800 litres. Ils seront protégés par une double paroi, mais un incendie dans le Tunnel du Mont Blanc, en 1999, a montré que les tunnels agissent comme des hauts fourneaux. En cas d'incendie, la température peut y dépasser les 1000 degrés Celsius, alors que 900 degrés Celsius suffisent à faire fondre le fer.

Le rapport de Hatch Mott MacDonald a été remis à l'AMT en 2007. Quatre ans plus tard, le tunnel du mont Royal n'a toujours ni système de protection contre les incendies, ni ventilation mécanique pour extraire la fumée, ni sorties de secours. On n'y trouve aucun système de gicleurs automatiques. En hiver, une conduite d'eau alimentant les gicleurs gèlerait, car le tunnel n'est pas chauffé.

Les incendies dans ce tunnel construit en 1916, selon les normes en vigueur à l'époque. En 1946, quatre travailleurs sont morts et six autres ont été blessés dans le tunnel du mont Royal, brûlés vifs ou étouffés

TRAINS SOUS LE MONT ROYAL



Vue en plan et profil du tunnel du mont Royal. Source: AMT

INCENDIE/FUMÉE

L'Agence dit étudier des solutions

BRUNO BISSON ET ANDRÉ NOËL

L'AMT affirme qu'elle étudie la possibilité d'aménager une « colonne humide » dans le tunnel du mont Royal, pour intervenir plus efficacement en cas d'incendie, et d'y faire installer une ventilation mécanique afin d'évacuer la fumée.

Selon une porte-parole de l'agence gouvernementale, Brigitte Léonard, ces mesures sont envisagées à « moyen terme » pour améliorer la sécurité de ce tunnel dépourvu de tout système de protection contre les incendies, et qui pourrait accueillir jusqu'à trois lignes de trains de banlieue, selon des projets présentés par l'AMT.

M^{me} Léonard a toutefois indiqué que l'aménagement d'une source d'eau et d'une ventilation mécanique, dans cet ouvrage construit il y a près de 100 ans, n'est encore qu'à l'état de projet. Ces travaux devraient de plus être réalisés à l'intérieur du programme « Réno-tunnel », qui est doté d'une enveloppe de seulement 15 millions sur trois ans, et qui n'a pas encore été approuvé par Québec. Le plan d'immobilisations de l'AMT ne fait aucune mention de ces projets.

La faisabilité d'une ventilation mécanique, à l'intérieur de cette enveloppe budgétaire, reste toutefois à démontrer, dans la mesure où le tunnel est situé à des dizaines de mètres sous la surface. La distance entre la voie ferrée et la surface atteint 150 mètres, par endroits.

La porte-parole a par ailleurs ajouté qu'une série de mesures seront mises en place dès le début de 2012 en vertu d'un plan d'action présenté vendredi par l'AMT aux membres d'un comité directeur sur lequel siègent, notamment, des représentants des services d'incendie et de police de la Ville de Montréal et du Canadien National (CN), qui est propriétaire du tunnel.

Selon M^{me} Léonard, du personnel de sécurité formé prendra place à bord de chacun des trains, dans le tunnel. Des affiches expliquant les procédures de sécurité seront placardées dans les voitures de passagers. Un cahier de procédures en cas d'urgence sera aussi mis au point, et l'AMT prévoit mettre à niveau les installations actuelles de signalisation et de télécommunications.

Des documents de l'AMT indiquant que le projet d'amélioration des télécommunications dans le tunnel coûtera à lui seul plus de 4 millions.

par la fumée se dégageant de voitures-lits vides qui avaient pris feu pour une raison inconnue.

En l'absence de conduites d'eau dans le tunnel, les pompiers avaient dû dérouler leurs tuyaux d'incendie depuis la gare Centrale sur des centaines de mètres pour atteindre les wagons. La fumée leur obstruait la vue, relate un document du Centre national de recherche du Canada. L'absence de porte de secours avait obligé les cheminots à se réfugier dans un trou ou à fuir sur la voie. Leurs corps ont été retrouvés sur le ballast. Il avait fallu 10 heures pour éteindre le feu, qui était pourtant mineur.

Normes de protection

En 1975, la National Fire Protection Association (NFPA) des États-Unis a créé un comité technique pour établir les normes de protection contre les incendies pour les trains de passagers et les métros. Ces normes, qui portent le nom de NFPA-130, sont révisées tous les deux ans,

avec la participation d'experts canadiens. Deux représentants de la Société de transport de Montréal ont participé au comité qui a mis à jour les dernières normes.

« Une des premières préoccupations du comité portait sur le risque qu'un grand nombre de personnes qui utilisent les transports en commun (ferroviaires) soient prises au piège et blessées », indique le dernier document de révision du NFPA-130.

C'est exactement ce qui pourrait survenir dans le tunnel du mont Royal. L'AMT compte ajouter 21 000 voyageurs aux 30 000 passagers de la ligne de Deux-Montagnes qui l'empruntent chaque jour de la semaine. Il s'agira des clients du futur train de l'Est, puis, éventuellement, de celui de Blainville/Saint-Jérôme, qui serait dévié sur cette voie pour réduire son temps de parcours. L'achalandage grimperait alors à plus de 12 millions de passagers par année.

Un ex-professionnel de l'AMT a dit à *La Presse* qu'il

osait à peine imaginer les conséquences d'un incendie impliquant une locomotive remplie de diesel dans ce tunnel, avec 1000 personnes dans les wagons.

« Le tunnel ne comporte pas de systèmes mécaniques tels que ventilation, pompes de drainage, protection contre les incendies, systèmes de tuyauterie, etc. », souligne à deux reprises le rapport de Hatch Mott MacDonald.

« Un tunnel vertical pour le puits d'aération en pierre mesurant deux tiers de la longueur du tunnel à partir de la gare Centrale connecte une caverne adjacente au tunnel au niveau du sol, poursuit le document. La caverne a trois ouvertures de mur dans le tunnel. Le puits d'aération fournit une ventilation naturelle et une évacuation de la pression d'air causée par le mouvement des trains ».

Ce puits d'aération vertical, bloqué par des grilles, ne permet aucune évacuation de passagers. Il pourrait même agir comme une cheminée, en

provoquant un appel d'air en cas d'incendie, ce qui attiserait les flammes, au niveau des voies. La norme NFPA-130 est catégorique sur la nécessité de sorties de secours et sur un système de ventilation mécanique, capable d'extraire la fumée (voir notre encadré).

« C'est un dossier préoccupant », signale Philippe Roy, le maire de Mont-Royal, où

aboutit le tunnel. Ma pré-décèsseure, la mairesse Vera Danyluk, avait essayé sans succès d'obtenir des réponses à ce sujet. On demande à l'AMT de faire rapidement le point afin de rassurer les usagers du train, pas seulement en fonction du futur train de l'Est, mais aussi en fonction de l'actuel train de la ligne de Deux-Montagnes. »

NORMES

Normes du National Fire Protection Association pour les tunnels ferroviaires pour passagers (NFPA-130)

SITUATION ACTUELLE

Tunnel du mont Royal

ISSUES DE SECOURS

Les tunnels doivent être munis d'issues de secours distantes les unes des autres d'au plus 762 mètres. Ces issues doivent permettre aux passagers de quitter les lieux par un tunnel piétonnier parallèle, à l'abri des flammes et de la fumée.

AUCUNE ISSUE DE SECOURS

Le tunnel du mont Royal a une longueur de 4,8 km. Par conséquent, il devrait être muni d'au moins 5 issues de secours. Il n'y en a aucune. C'est comme si on entassait 1000 personnes dans une salle de cinéma sans sortie de secours...

VENTILATION MÉCANIQUE

Les tunnels de plus de 305 mètres doivent être munis d'un système de ventilation mécanique, capable d'extraire la fumée à tous les 150 mètres. La ventilation doit devenir pleinement fonctionnelle 180 secondes après le début d'un incendie.

AUCUNE VENTILATION MÉCANIQUE

Il n'y a aucun système de ventilation mécanique dans le tunnel du mont Royal. On y trouve seulement un puits d'aération vertical, taillé dans le roc, et fermé par des grilles.

PROTECTION CONTRE LES INCENDIES

Un système complet de lutte contre les incendies doit équiper tous les tunnels ferroviaires pour passagers. Les conduites d'eau, munies de valves à tous les 244 mètres, doivent être alimentées par deux sources fiables, branchées par exemple au réseau d'eau municipal. Sinon, des bornes-fontaines, des réservoirs d'eau et des pompes doivent jaloner le parcours du tunnel.

AUCUNE SOURCE D'EAU

Il n'y a aucune canalisation dans le tunnel du mont Royal, aucune conduite d'eau, aucune borne-fontaine, pompe ou valve. On y trouve seulement 12 extincteurs chimiques. « Quelques-uns des extincteurs se retrouvent au sol et il est incertain si ces derniers sont inspectés ou vérifiés sur une base régulière ou s'ils sont même opérationnels », indique le rapport Hatch Mott MacDonald remis à l'AMT en 2007.

SOMMAIRE

Amusez-vous!	AFFAIRES 11	Loteries	A 11
Astrologie du jour	AFFAIRES 9	Monde	A 10-11
Débats	A 12-13	Personnalité	AFFAIRES 12
Décès	AFFAIRES 9	Petites annonces	AFFAIRES 4-8
Horaire télévision	ARTS 4	Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Ciel variable, vents légers, maximum 9, minimum 3. AFFAIRES 8

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca

Desjardins &  agropur

Desjardins & Cie

Agropur fait confiance à Desjardins depuis près de 30 ans.

C'est tout Desjardins qui appuie les entreprises.

desjardins.com/entreprises



Desjardins

Coopérer pour créer l'avenir

L'ombre pesante de Duceppe



VINCENT
MARISSAL
CHRONIQUE

Pauline Marois, qui a vécu des jours éprouvants la semaine dernière, vient de passer un autre week-end pénible. En ce matin d'Halloween, l'état de son parti fait franchement peur. Et une ombre, celle de Gilles Duceppe, menace maintenant de pulvériser le peu de poigne qu'elle a toujours sur son parti.

Parti québécois, 31 octobre 2011, état des lieux:

> battu dans tous les sondages depuis plus de six mois, loin derrière, au seuil de la marginalité;

> derrière le très impopulaire Parti libéral de Jean Charest, dans une lutte à deux, et carrément déclassé par François Legault dans une bataille à trois;

> cote de crédibilité (meilleur premier ministre) de Pauline Marois en chute libre;

> caucis en panique, parti angoissé;

> mouvement souverainiste en plein désarroi;

> appui à l'option souverainiste au plus bas.

Le tableau était déjà assez effrayant, mais voilà qu'un nouveau sondage Léger Marketing-QMI démontre très clairement que l'arrivée de Gilles Duceppe à la tête du PQ lui permettrait de retrouver les faveurs d'une majorité de Québécois, même devant la CAQ de MM. Legault et Sirois.

Voilà qui détruit complètement l'argument des partisans de Pauline Marois (peu nombreux et, surtout, plutôt discrets) selon qui un changement de chef ne réglerait pas les problèmes du PQ. Vrai, Pierre Curzi ou Bernard Drainville ne peuvent apparemment pas renverser la vapeur, mais le nom de Gilles Duceppe produit tout un effet dans l'électorat.

Ce coup de sonde dévastateur démontre une fois de plus ce que des députés de son propre parti disent en privé: M^{me} Marois ne passe pas. La preuve: les Québécois semblent prêts à élire Gilles Duceppe, à qui ils ont pourtant infligé une défaite historique il y a six mois, repoussant une candidate qui a occupé tous les ministères importants à Québec pour donner les clés du pouvoir à un homme qui n'a connu que l'opposition à Ottawa.

Le poste intéresse-t-il Gilles Duceppe? Chose certaine, il n'a rien dit publiquement qui puisse faire taire les rumeurs d'un retour et, privéement, ceux qui le connaissent savent qu'il s'ennuie. Il a bien affirmé, hier, lors d'une rencontre partisane du PQ, qu'il a confiance en Pauline Marois, mais cela ressemble davantage à une formule de courtoisie qu'à un appui formel.

Lorsque j'ai écrit, il y a quelques semaines, que M. Duceppe avait rencontré les anciens chefs péquistes Bernard Landry et Jacques Parizeau et qu'il sondait le terrain, certains de ses proches m'avaient envoyé un courriel poli, mais néanmoins sec, pour me dire que l'ancien chef du Bloc avait pris sa retraite de la politique. Je n'ai toujours pas entendu le principal intéressé reprendre cette affirmation.

Le caucis et les militants du PQ voudraient-ils de Gilles Duceppe?

En 2007, après la démission d'André Boisclair, Gilles Duceppe avait annoncé qu'il tentait sa chance à la tête du PQ (contre Pauline Marois), mais il avait rapidement reculé, faute d'appui au sein du caucis. L'épisode avait d'ailleurs



Pauline Marois et Gilles Duceppe ont brunché ensemble au cours d'une assemblée du Parti québécois, hier, à Sorel-Tracy.

PHOTO OLIVIER PONTBRIAND, LA PRESSE

provoqué quelques étincelles entre Pauline Marois et Gilles Duceppe, celle-ci jugeant qu'il avait manqué de classe en annonçant sa candidature avant une rencontre prévue le lendemain.

Les députés du PQ, traumatisés de se retrouver au sein du troisième parti à l'Assemblée nationale, avaient choisi Pauline Marois, une des leurs, une valeur sûre à Québec, rejetant le chef du Bloc, qui était dans l'opposition à Ottawa depuis près de 20 ans.

Cette fois, ce pourrait être différent. D'abord, tous les députés qui voient venir la grande faucheuse électorale depuis des mois accueilleront vraisemblablement Gilles Duceppe si celui-ci peut leur permettre de sauver leur peau. Et sauver le PQ d'une dégelée fatale.

Ensuite, Gilles Duceppe, profondément meurtri par la déroute du Bloc, résistera difficilement au chant des sirènes. Fier et orgueilleux, Gilles Duceppe laissera-t-il passer une telle occasion de redemption? J'en doute.

Toute la pression est, encore une fois, sur Pauline Marois ce matin. Elle a décidé de s'accrocher, mais pour combien de temps encore? À chaque sortie publique, elle répète qu'elle est forte, résiliente, ce qui est vrai, mais cela ne fait que rappeler qu'elle est contestée dans son propre parti.

Et Jean Charest dans tout ça?

D'abord, à court terme, les problèmes de Pauline Marois lui assurent une autre semaine peinarde à Québec. À plus long terme, la possibilité d'une remontée du PQ et l'arrivée prochaine du parti de François Legault annoncent peut-être une lutte à trois, ce dont il ne se plaindra pas.

L'étoile

de la semaine

Si nous accordions des étoiles hebdomadaires en politique, comme cela se fait dans les ligues sportives professionnelles, la ministre du Travail Lise Thériault gagnerait facilement le titre pour la semaine dernière.

Fougue, détermination, conviction, connaissance de ses dossiers et absence de langue de bois, M^{me} Thériault se démarque au sein d'un gouvernement abonné aux phrases creuses et aux incohérences.

Le président de la FTQ, Michel Arsenault, en a pris plein la tronche, en commission parlementaire.

Aux militants, libéraux, la semaine dernière, M^{me} Thériault a raconté que son propre père était un ouvrier de la construction. À l'entendre parler des «gars» sur les chantiers, on a, en effet, l'impression qu'elle connaît le milieu.

Même les collègues de Lise Thériault l'ont découverte la semaine dernière.

«On avait déjà la lionne de Bourget (Diane Lemieux, à la Commission de la construction du Québec), on a maintenant la tigresse d'Anjou», résume un collègue de M^{me} Thériault.

Pour joindre notre chroniqueur: vincent.marissal@lapresse.ca

L'ex-chef du Bloc réitère sa confiance en Marois

DAPHNÉ CAMERON

Même si le plus récent sondage le place premier dans les intentions de vote s'il était aux commandes du Parti québécois, Gilles Duceppe continue de faire front commun avec Pauline Marois. L'ancien leader du Bloc québécois a réitéré hier sa «pleine confiance» envers la chef du PQ, qui a fait face cette semaine à une fronde de plusieurs députés qui ont réclamé son départ.

M^{me} Marois et M. Duceppe sont arrivés côte à côte, hier matin, à un «brunch populaire» auquel 300 militants péquistes de Sorel-Tracy ont assisté.

M^{me} Marois et M. Duceppe ont tout fait pour éviter de

parler aux journalistes, qui les ont talonnés jusqu'à la sortie. L'agent de la Sûreté du Québec affecté à la sécurité de M^{me} Marois a même escorté Gilles Duceppe jusqu'à sa voiture, se plaçant entre l'ancien chef du Bloc et les journalistes. «J'ai tout dit ce que j'avais à dire», s'est contenté de dire M. Duceppe, alors que les journalistes le bombardaient de questions sur les résultats d'un sondage Léger Marketing-QMI publié hier matin. Selon ce coup de sonde, le Parti québécois dirigé par Gilles Duceppe remporterait 37% des votes, contre 25% pour un parti dirigé par François Legault et 21% pour les libéraux avec Jean Charest comme chef.

Après avoir mangé œufs brouillés, bacon et rôties, M^{me} Marois et M. Duceppe se sont adressés aux partisans.

Selon M. Duceppe, M^{me} Marois possède la «volonté», «l'expérience» et la «détermination» pour mener à bien le projet souverainiste.

«Pauline Marois affronte des temps difficiles. On s'en est parlé», a-t-il déclaré. «Je dirai à Pauline Marois qu'en 2004, quelques mois avant l'élection de juin, le Bloc était à 20% et Paul Martin à 60%. Mais nous avons persisté parce qu'on avait des convictions et on s'est dit: on va les faire partager et on va les défendre et on a réussi. Le PQ peut aussi réussir parce que je vous présente

une femme qui est déterminée et qui a ma pleine confiance.»

M^{me} Marois a remercié M. Duceppe «du plus profond» de son cœur. «Nous traversons une période qui est difficile et il y en a certains qui s'imaginent que les secousses vont finir par enfin nous déstabiliser. J'ai traversé bien des crises depuis que je fais de la politique et j'ai vu bien des gens abandonner devant l'adversité. Mais j'en ai vu d'autres qui, au contraire, redoublaient d'efforts, qui voulaient se battre contre toutes les prédictions et qui ont fini par l'emporter.»

La chef souverainiste a cité en exemple la fronde de députés subie par René Lévesque en 1976 quelques mois avant

l'élection provinciale, finalement remportée par le PQ. Elle a rappelé que Jacques Parizeau se faisait dire «sans cesse qu'il ne connectait pas» avec l'électorat avant sa victoire électorale en 1994.

Le député péquiste de la région, Sylvain Simard, a également pris le micro. «Cette semaine, un petit groupe de quelques députés qui a paniqué devant un sondage a décidé de faire valoir publiquement ses états d'âme», a-t-il dit. Les sondages donnaient Jean Charest perdant avant sa victoire à l'élection de 2003, a-t-il rappelé. «Et si Jack Layton avait écouté les sondages au mois de mars et au mois d'avril, est-ce qu'il se serait présenté aux élections?»

Notre histoire comme jamais racontée

Première de 5

CE SOIR 20 h
PLANÈTE SOUS
INFLUENCE

DÉCOUVREZ COMMENT L'EAU, LA TERRE, LE VENT, LE FEU
ET L'HOMME ONT FAÇONNÉ LA VIE TERRESTRE.

UNE SÉRIE ÉTONNANTE SUR L'HISTOIRE DE L'HUMANITÉ

telequebec.tv



Télé-Québec
L'AUTRE TÉLÉ

ACTUALITÉS

La fin de WikiLeaks



PATRICK
LAGACÉ
CHRONIQUE

Les Anglo appellent ça *The Man*. Une expression générique qui veut tout dire, qui ne veut rien dire. Qui désigne les politiciens, les autorités, le système, les puissants, les codes. *The Man*, L'Homme. Eh bien, *The Man* a eu la peau de WikiLeaks.

C'est par le fric que *The Man* a fait la peau à WikiLeaks. Il y a 10 mois, Visa, MasterCard, Bank of America, Western Union et autres PayPal (propriété de eBay) ont annoncé qu'ils bloquaient les dons à ce regroupement d'activistes militant pour la transparence.

Récemment, Julian Assange a annoncé la suspension des activités de WikiLeaks, dont il est le (controversé) visage: 95% du financement de l'organisme s'est tari.

Il est indéniable que la classe politique américaine a pesé de tout son poids sur Corporate America pour qu'elle embarque dans sa paranoïa face à WikiLeaks. La manœuvre fait l'objet d'une plainte pour violation de la concurrence auprès de la Commission européenne.

«Des sites web, des administrateurs de noms de domaine, des services de paiements bancaires: ils ont

tous collaboré pour étrangler WikiLeaks», note Michael Geist, professeur de droit à l'Université d'Ottawa et titulaire de la chaire de recherche du Canada en droit d'Internet et du commerce électronique.

Qu'importe ce qu'on pense de l'organisme mené par

«La question à se poser est celle-ci: qui d'autre pourrait, un jour, être ciblé par ce genre de blocus financier?»

Excellente question, professeur Geist!

Apparemment, l'organisation raciste Ku Klux Klan n'a rien à craindre.

Les agences d'escortes, qui servent de paravent à cette vieille activité illégale qu'est la prostitution, ne sont pas bloquées par Visa et MasterCard.

Un chapitre des Hells, en Californie, vend des cossins via son site web, où il accepte aussi des dons «pour nos efforts contre les autorités qui tentent

George Washington University, un centre de recherche qui déniche, décortique et analyse des documents secrets du gouvernement américain, parle de «Wikimania» pour décrire la paranoïa du gouvernement des États-Unis face à WikiLeaks.

«Le danger réel de la Wikimania est le retour aux notions du secret de l'époque de la guerre froide, où les secrets étaient rangés dans des silos qui ne communiquaient pas, notions qui nous ont laissés aveugles, avant le 11 septembre 2001», a-t-il expliqué aux législateurs américains, dans un témoignage au Congrès sur WikiLeaks, en décembre dernier.

Pour M. Blanton, comme pour le professeur Geist, WikiLeaks a agi de façon responsable, dans sa façon de révéler les secrets des câbles diplomatiques. En colla-

«J'aimerais que tous les groupes terroristes écrivent à l'ambassadeur américain quelques jours avant de lancer quoi que ce soit, comme Julian Assange l'a fait avec Louis Susman, notre ambassadeur à Londres, le 26 novembre, pour solliciter des suggestions afin de s'assurer que personne ne soit mis en danger par les révélations de WikiLeaks.»

Je l'ai déjà écrit: WikiLeaks nous montre l'envers des versions officielles et mielleuses des communiqués de presse. Le professeur Geist a trouvé matière à approfondir ses analyses de certains dossiers qui n'ont rien à voir avec la sécurité nationale, grâce à WikiLeaks. Les câbles américains montrent par exemple le tordage de bras que les Américains ont fait à Ottawa, pour influencer des projets de loi sur le droit d'auteur et le piratage. Œuvre utile pour ce chercheur.

Mais à la fin, *The Man* a gagné. WikiLeaks agonise, privé de son financement, caricaturé comme un grand danger...

Le hic, c'est que le mouvement en faveur de la transparence, lui, ne mourra pas, en cette époque où des milliers de documents peuvent être copiés sur un CD.

Le hic, c'est que d'autres groupes, moins raisonnables que WikiLeaks, pratiquent l'évangile de la transparence. De façon plus radicale. Je pense à Anonymous, par exemple, célèbre pour sa persécution de l'Église de scientologie.

Ces pirates-là ne font pas dans la dentelle.

Je ne dis pas que c'est bien ou mal.

Je dis que *The Man*, un jour, pourrait en venir à salement s'ennuyer de WikiLeaks.



Qu'importe ce qu'on pense de l'organisme mené par Julian Assange (notre photo), dit le professeur Michael Geist, l'attaque contre WikiLeaks est «épeurante» et «inedite».

PHOTO LEON NEAL, AFP

Julian Assange, dit le professeur Geist, l'attaque contre WikiLeaks est «épeurante» et «inedite».

WikiLeaks, rappelle-t-il, ne fait face à aucune accusation criminelle après avoir commencé, il y a un an, à éventer les secrets contenus dans 250 000 communications diplomatiques américaines.

de nous étiqueter comme gang criminel». Dons et paiements? Via MasterCard, Visa et eBay...

Mom Boucher: oui. Julian Assange: non...

Je caricature, mais dans le débat autour de WikiLeaks, la caricature fut la norme. Thomas Blanton, directeur du National Security Archive de la

borant avec de grands journaux, notamment, afin de protéger des sources américaines à risque de représailles.

Traiter WikiLeaks d'organisation «terroriste», comme l'ont fait certains fleurons républicains, c'est perpétuer un mythe, a fait savoir M. Blanton dans son témoignage au Congrès.

les jours la baie

NOS PLUS BAS PRIX DE LA SAISON
DANS TOUS LES RAYONS

Profitez-en

1 jour de plus!

Les Jours la baie, jusqu'au mardi 1^{er} novembre

Le mardi 1^{er} novembre, nos clients de 60 ans et plus obtiennent

15% de rabais additionnel sur la marchandise à prix ordinaire, de solde et de liquidation.

Certaines exceptions s'appliquent. Précisions en magasin.



la Baie
labaie.com

FAITS DIVERS

Intervention dans un bar: 3 policiers blessés

Trois policiers de Montréal ont été blessés en intervenant lors d'une bagarre qui a éclaté dans la nuit de samedi à dimanche dans un bar de l'arrondissement de Saint-Laurent. En tentant de mettre fin à l'échauffourée, les policiers ont été encerclés par les belligérants qui leur ont lancé des verres et des bouteilles. Trois personnes ont été arrêtées. Un policier a subi une commotion, alors que deux autres ont été blessés à un bras et à la tête. — PC

Un homme périt en VTT

Un homme de 23 ans a péri, samedi après-midi, après être tombé dans la rivière Maskinongé en VTT, à Harrington, dans les Laurentides. Selon les premières informations, la victime était en randonnée avec son père au moment du drame. Le jeune homme a été repêché et transporté dans un centre hospitalier de la région, où son décès a été prononcé en soirée. — PC

Un employé de Shell Canada retrouvé mort

Un employé de Shell Canada porté disparu la semaine dernière lors d'un voyage d'affaires aux Pays-Bas a été retrouvé mort. Le porte-parole de l'entreprise a indiqué que la police néerlandaise avait ouvert une enquête, mais que les autorités croyaient qu'il s'agissait d'une noyade accidentelle. — PC

Un automobiliste gravement blessé

Un automobiliste repose dans un état critique après avoir été éjecté de son véhicule lors d'un violent capotage, hier soir à Morin-Heights. Vers 21 h 30, le conducteur aurait perdu la maîtrise de son véhicule dans une courbe de la route 364. La vitesse pourrait être en cause. L'homme a été transporté à l'hôpital où les médecins craignent pour sa vie. — Pierre-André Normandin

Converlang

- Conversations anglaises ou des affaires
Petits groupes : 3 à 7 personnes
Jour ou soir
- CONVERSATION :
Conversation et grammaire
disponible en cours privé
dans toutes les langues!
- FORMATION EN ENTREPRISE
AGRÉE PAR LA CPNT
(loi sur la Formation, anciennement loi du 1%)
*matériel pédagogique inclus, non taxable, déductible d'impôt, frais d'inscription : \$60

AGRÉE : 0052544 www.converlang.com
1160, boul. St-Joseph est, 3e étage Laurier
514-278-5309

Élections dans les établissements de santé

Scrutin en manque de candidats

ARIANE LACOURSIÈRE

Tous les Québécois d'âge adulte sont appelés à voter, demain, afin d'élire les deux citoyens qui les représenteront sur les conseils d'administration des 185 établissements de santé de la province. Lors des dernières élections en 2004, moins de 36 000 personnes avaient voté. Et cette année, la majorité des établissements ne tiendront même pas d'élections, car trop peu de candidats se sont présentés. Le ministère de la Santé ignore combien coûte ce scrutin. Alors que l'exercice est si peu populaire, doit-on remettre en question sa pertinence?

Sur chaque conseil d'administration composé d'un maximum de 21 personnes, deux sièges sont réservés à des membres du public élus par la population. Les gens intéressés à poser leur candidature avaient jusqu'au 3 octobre pour le faire.

Dans 101 établissements, seulement deux candidats se sont présentés et ont donc été élus d'emblée. Dans six autres, seulement un, voire aucun candidat ne se s'est présenté. Les agences de la santé locales devront nommer des représentants.

Des élections auront donc lieu dans seulement 78 établissements de santé, soit des hôpitaux, des centres de santé et de services sociaux (CSSS), des centres de réadaptation et des centres jeunesse. Moins de 400 candidats au total sont dans la course.

Pour poser sa candidature, il faut respecter une liste de critères, notamment être majeur et ne pas travailler dans l'établissement concerné. Parmi les candidats de cette année, on compte entre autres plusieurs retraités, des ingénieurs, des secrétaires et des



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

Manque de candidats et taux de participation anémique : les élections au conseil d'administration de 185 établissements de santé, qui auront lieu demain, suscitent peu d'intérêt.

étudiants. Les dernières élections dans le réseau de la santé remontent à 2004. Le mandat de quatre ans des élus venait à échéance en 2008, mais il a été reconduit jusqu'à cette année.

Coût inconnu

Le ministère de la Santé ignore les coûts de ces élections et réfère plutôt à chaque établissement. Or, plusieurs n'ont pu transmettre la note de leur scrutin de cette année, prétextant que les dépenses n'étaient pas encore toutes comptabilisées. Obtenir le coût des élections de 2004 a aussi été difficile, plusieurs établissements exigeant une demande d'accès à l'information.

Parmi les rares qui ont accepté de divulguer leurs

dépenses, le CSSS de Laval affirme que sa facture s'élèvera cette année à 4400\$. Ces frais couvrent principalement les coûts de publication des appels de candidatures dans les journaux et d'impression des bulletins de vote. Le jour des élections, des employés des établissements coordonneront le vote. Les frais liés à leurs salaires n'ont toutefois pas été inclus dans le coût total.

Même situation à l'hôpital Pierre-Boucher de Longueuil, où le coût de l'élection est de 20 000\$. « Cette somme inclut le coût des élections pour tous les postes du conseil d'administration, et non pas seulement pour les deux postes ouverts à la population », note la porte-

parole de l'établissement, France Descoteaux. Par exemple, les membres du personnel non clinique de l'hôpital Pierre-Boucher ont voté par le poste pour leur représentant au conseil d'administration, ce qui a entraîné des coûts.

Processus inutile

Professeur en administration de la santé à l'Université de Montréal, André-Pierre Contandriopoulos explique que la présence de membres de la communauté sur les conseils d'administration vise à garantir que les besoins de la population sont comblés.

Or, M. Contandriopoulos note que la loi 127, adoptée en juin dernier, a fait passer le nombre de représentants de la population sur les conseils

d'administration de quatre à deux. Conséquence: leur rôle est atténué. « Certains peuvent avoir l'impression que les élections ressemblent de plus en plus à une parodie de démocratie. Et plus on a ce sentiment, moins on peut mobiliser les gens autour des élections », ajoute-t-il.

La directrice générale de l'Association québécoise des établissements de santé et services sociaux (AQESSS), Lise Denis, a milité récemment pour abolir le scrutin universel. « Il faut se demander si l'effort en vaut le résultat. Ça a l'air très démocratique comme processus. Mais ce ne l'est pas vraiment parce qu'on n'atteint pas les objectifs. C'est beaucoup de travail. S'il y avait un vote significatif, ça vaudrait la peine. Mais là... », dit M^{me} Denis. Elle croit que les conseils d'administration devraient plutôt nommer les représentants de la population en se basant sur des listes de volontaires.

Directeur adjoint aux ententes de gestion au ministère de la Santé, Pierre Laflamme croit au contraire que « la démocratie vaut l'effort ». « On pourrait nommer des gens, mais ce serait compliqué. La meilleure façon de solliciter la population, c'est des élections. Cette année, on a des établissements où il y a de 8 à 1 candidats. Ce n'est pas rien », dit-il.

ÉLECTIONS DANS LA SANTÉ

> **Établissements avec élections**: 78
 > **Sans élection**, car seulement 2 candidats se sont présentés: 101
 > **Sans élection**, car un seul ou aucun candidat ne s'est présenté: 6

0,25%*

TAUX DE LOCATION 25 MOIS

0\$

COMPTANT

+ 25 MOIS D'ENTRETIEN SANS FRAIS[†]

À L'ACHAT ET À LA LOCATION SUR TOUS LES MODÈLES ACURA 2012 EN INVENTAIRE

ACURA
DEVANT.



LES CÉLÉBRATIONS DU
VINGT-CINQUIÈME

acuraquebec.ca



TL



MDX

TL 2012 LOCATION 25 MOIS

579\$

/mois

0\$

comptant

Transport, préparation et taxe sur climatiseur inclus.

MDX SH-AWD 2012 LOCATION 25 MOIS

829\$

/mois

0\$

comptant

Transport, préparation et taxe sur climatiseur inclus.

DE SÉRIE SUR TOUS
LES TL ET MDX



SIÈGES EN CUIR
CHAUFFANTS



TOIT
OUVRANT
ÉLECTRIQUE



BOÎTE AUTOMATIQUE À
6 RAPPORTS AVEC SÉLECTEURS
DE VITESSES AU VOLANT

ACURA DE LAVAL
2500, boul. Chomedey
Laval
450 682-4050

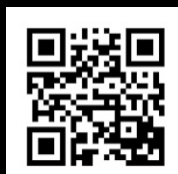
ACURA GABRIEL
4648, boul. Saint-Jean
Dollard-des-Ormeaux
514 696-7777

ACURA PLUS
255, boul. de la Seigneurie
Blainville
450 435-4455

ACURA BROSSARD
9100, boul. Taschereau
Brossard
450 659-1616

LUCIANI ACURA
4040, rue Jean-Talon O.
Montréal
514 340-1344

ACURA MÉTROPOLITAIN
5625, boul. Métropolitain
St-Léonard
514 362-2872



LA PRESSE AU PROCÈS SHAFIA

VIE ET MORT
DE TROIS SŒURS

« Chère Sahar, je ne sais pas ce que je vais faire si tu quittes cette maison un jour????
Je promets qu'avant de mourir, je vais faire en sorte que tous tes vœux se réalisent.
Je souhaite qu'on ne soit jamais séparées.
Best sisters »

Ces phrases touchantes écrites par Geeti, une préadolescente en admiration devant sa grande sœur Sahar, sont devenues pièce numéro 811-1, au procès de leurs parents et de leur frère aîné, accusés de les avoir tuées pour une question d'honneur le 30 juin 2009 à Kingston, avec leur sœur aînée Zainab, et la première épouse de leur père, Rona.

Une dizaine de jours après le début du procès pour quadruple meurtre à Kingston, de Mohammad Shafia, de son épouse Tooba, et de leur fils Hamed, *La Presse* trace un bref portrait des quatre femmes au destin tragique, à partir d'éléments dévoilés à ce jour au jury. Les informations proviennent notamment du discours d'ouverture de la procureure de la Couronne, Laurie Lacelle, et du journal personnel de Rona, dont *La Presse* a publié le portrait samedi. Ces faits restent à prouver. Les trois accusés se disent innocents.

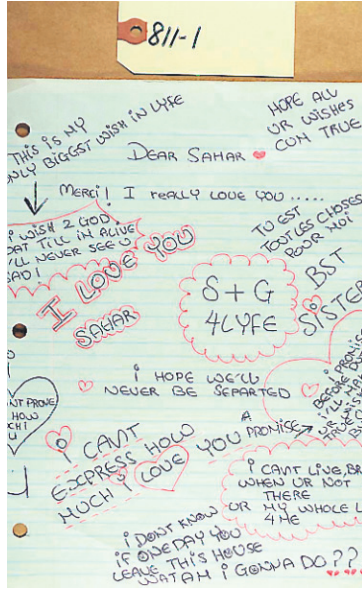


PHOTO FOURNIE PAR LA COUR
Lettre de Geeti adressée à sa sœur Sahar.

CHRISTIANE DESJARDINS

KINGSTON— La musique à la mode, l'attrance pour les garçons, les fringues dernier cri, et surtout ce cher téléphone portable, sans lequel la vie ne vaudrait pas la peine d'être vécue. En ce sens, la vie des trois sœurs Shafia, originaires d'Afghanistan, mais établies à Montréal avec leur famille depuis juin 2007, était semblable à celle de millions d'autres adolescentes. Mais derrière cet apparent libéralisme se dressaient les principes d'une application stricte de la doctrine islamique en vigueur à la maison: interdiction de fréquenter des garçons, port du hijab à partir d'un certain âge, mariages arrangés par les parents, polygamie du père et toute-puissance de celui-ci, soumission à l'autorité du grand frère en l'absence du paternel...

Mais les parents pouvaient toujours parler, une fois sorties de la maison de Saint-Léonard, les filles n'en faisaient qu'à leur tête, tout en faisant quand même attention à ne pas se faire prendre, ou se faire dénoncer par un autre membre de la famille.

Mais voilà, le 17 avril 2009, un grand tremblement de terre a ébranlé la famille Shafia. C'est le jour où l'aînée des sept enfants, Zainab, 19 ans, a fui le domicile familial de Saint-Léonard, pour se réfugier dans une maison pour femmes en difficulté. Le geste était si téméraire, que quatre des enfants Shafia, dont Sahar et Geeti, ont appelé le 9-1-1 par crainte de la réaction du père, qui s'appretait à revenir de Dubaï. Cet appel aurait malheureusement eu peu de conséquences, comme on le verra au cours du procès. Mais pour le moment, voici un bref portrait des trois sœurs Shafia.

Triplez le plaisir.



ÉCHANGEZ ET RECEVEZ 3 POINTS
RBC RÉCOMPENSES® EN PRIME
PAR DOLLAR* AVEC CWT!

Pour une période de temps limité, vous pourriez recevoir 3 points RBC Récompenses en PRIME par dollar* au lieu de 2 lorsque vous réservez dans une des propriétés du Club Vacances CWT sous les tropiques avec Vacances Air Canada et Vacances Transat*.

Imaginez ceci: Réservez un forfait pour 2 de 1 500\$ par personne**, échangez au moins 2 500 points, imputez le solde restant à votre carte de crédit RBC Banque Royale® admissible aux points et vous recevrez 9 000 points RBC Récompenses en prime de la part de CWT!

Carlson Wagonlit Voyages

Titulaire d'un permis du Québec

Communiquez avec l'un de nos professionnels du voyage dans plus de 165 succursales ou agences à travers le pays

1 800 CARLSON

(227-5766)

RBC
récompenses

VACANCES AIR CANADA

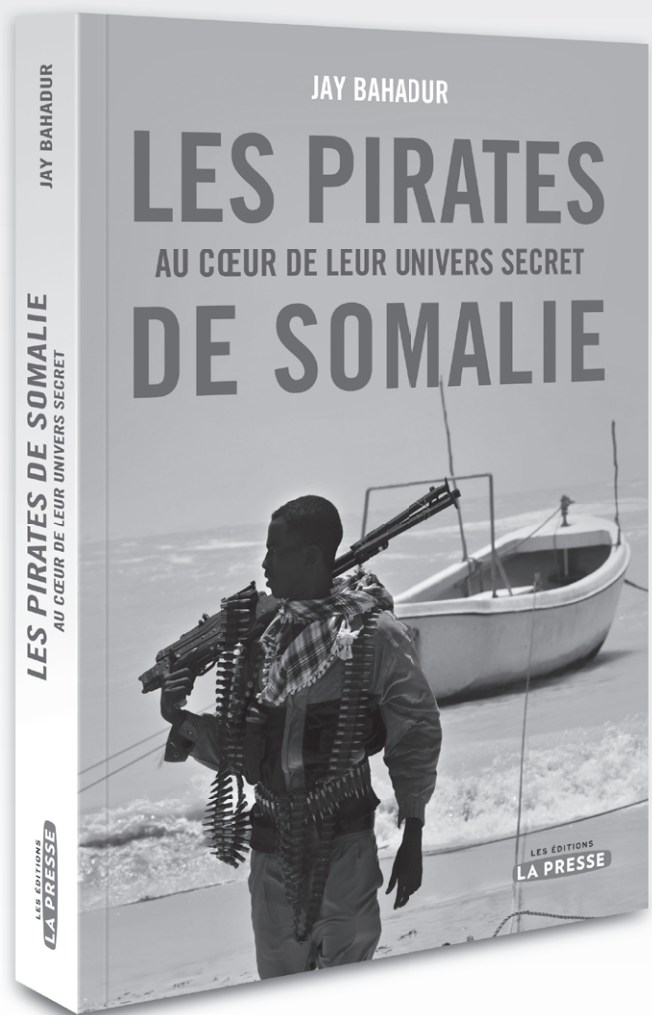
Vacances
transat

*Marques déposées de la Banque Royale du Canada. Utilisées sous licence. **Ne s'applique qu'aux réservations de forfaits sélectionnés du Club Vacances CWT, auprès de Vacances Air Canada ou de Vacances, effectuées entre le 1^{er} octobre et le 30 novembre 2011, pour un voyage entre le 1^{er} novembre 2011 et le 30 avril 2012. Le prix indiqué comprend les taxes. *Par carte de crédit admissible, on entend une carte qui reçoit des points RBC Récompenses. 3 points RBC Récompenses en prime sont remis par dollar échangé et tout solde restant imputé à une carte de crédit RBC Banque Royale admissible sur les achats valides effectués dans une succursale ou une agence Carlson Wagonlit Travel (CWT) à travers le Canada. Au moins 2 500 points RBC Récompenses doivent être échangés. Tout autre mode de paiement n'est pas admissible aux points RBC Récompenses. Les points en prime sont remis par CWT et s'ajoutent aux points réguliers émis par RBC Récompenses par dollar, avant taxes, frais de service et suppléments. D'autres conditions s'appliquent. CWT, et non la Banque Royale, est responsable du Programme CWT. Plus de détails dans www.rbcwards.com/cwt/details.

« UNE ENQUÊTE COURAGEUSE ET MENÉE AVEC RIGUEUR. »

- Joshua Hammer, NEW YORK TIMES BOOK REVIEW

...À PROPOS DE LA VERSION ORIGINALE ANGLAISE



Offert en librairie ou sur
librairie.lapresse.ca

LES ÉDITIONS
LA PRESSE

LA
PRESSE

COMME
VOUS
L'AIMEZ

PAPIER / WEB / APPLICATIONS MOBILES

LA PRESSE PROCÈS SHAFIA



Zainab, l'aînée des enfants Shafia.

Zainab

Née le 9 septembre 1989. Premier enfant de la famille Shafia. Morte à 19 ans.

En 2008, alors qu'elle avait 18 ans, Zainab a fréquenté un garçon à l'insu de ses parents. Un jour, alors que toute la famille était absente, elle a invité le jeune homme à la maison. Hamed serait arrivé pratiquement sur leurs talons. À la demande de Zainab, le garçon est vite allé se cacher dans le garage. Mais Hamed l'a trouvé, et l'a mis dehors. Par la suite, Zainab aurait été retirée de l'école et confinée à la maison pendant près d'un an, selon le discours d'ouverture de la procureure de la Couronne.

Le 1^{er} mai 2009, à l'incitation de sa mère Tooba, Zainab a quitté la ressource pour femmes en difficulté où elle vivait depuis deux semaines, et est revenue à la maison. Sa mère lui aurait promis qu'elle pourrait se marier au jeune homme qu'elle fréquentait à ce moment. Le 18 mai, une cérémonie religieuse a en effet été organisée dans une mosquée. Le lendemain, c'était la fête de mariage dans un restaurant.

Le garçon s'y est présenté seul, sans aucun membre de sa famille pour l'accompagner. Il faut dire que la famille du garçon était elle-même contre ce mariage.

Tooba et Hamed ont fait comprendre à Zainab qu'elle s'appêtait à commettre une grosse erreur. Zainab s'est laissée convaincre. Elle a dit au garçon que ce mariage affecterait la réputation de sa famille, et tous deux ont convenu d'annuler le mariage. Le même jour, des tractations ont été entreprises pour marier Zainab à un parent de Tooba. Pour Zainab, c'était le moyen de quitter la maison familiale, et elle a accepté. Le mariage devait avoir lieu assez rapidement, au début de l'été.

«Zainab était pressée de rentrer à Montréal pour se marier», a fait valoir Mohammad Shafia, lorsqu'il a été interrogé par un policier de Kingston, le 30 juin 2009, quelques heures après la découverte des corps dans l'écluse.

Zainab se trouvait à la place du passager en avant dans la Nissan submergée. Elle flot-tait le dos au plafond.

Sahar

Née le 22 octobre 1991, troisième enfant de la famille Shafia. Morte à 17 ans.

Quarante jours après avoir accouché de Sahar, sa mère, Tooba, l'a donnée en cadeau à Rona, première épouse stérile de Mohammad Shafia. «Tiens, elle est à toi. Tu vas t'en occuper», aurait dit Tooba.

Rona était folle de joie.

À Montréal, Sahar fréquentait une école de Saint-Léonard, et envisageait de devenir gynécologue. Elle avait un petit ami d'origine latino-américaine, qu'elle voyait secrètement. Sachant que ses parents seraient contre cette relation, elle envisageait de partir avec le garçon pour aller s'établir dans son pays à lui.

Sahar s'était confiée



PHOTO FOURNIE PAR LA COUR

Rona et Sahar, photographiées à l'aide d'un téléphone portable dans une chambre d'hôtel lors du périple à Niagara Falls, quelques jours avant leur mort tragique.

à certains professeurs à l'école, au sujet de la violence à la maison et du manque de liberté. Ses parents l'empêchaient parfois de venir à l'école et cela pouvait durer des jours. Elle se plaignait aussi que parfois, elle se sentait bien seule à la maison, car personne ne lui parlait. À certains moments, Sahar paraissait suicidaire.

Dans son journal, Rona raconte un de ces épisodes suicidaires, qui faisait suite à une querelle entre Sahar et sa mère Tooba, pour une question d'épluchage de patates. Fâchée que Sahar ait demandé à Geeti de lui apporter le sac de patates à éplucher, Tooba aurait giflé Sahar, en lui disant qu'elle se servait des autres pour arriver à ses fins. Peu de temps après, Sahar a fait une mixture avec des comprimés pour purifier l'eau et l'a avalée. Affolée, Rona criait et se frappait elle-même en disant pourquoi tu as fait ça?

Rona a noté dans son journal que Tooba lui a répondu: «Elle peut aller chez le diable. Laisse-la se tuer.»

Rona et Sahar ont développé des liens très serrés qui ont perduré. Lors de la découverte de la Nissan au fond de l'écluse, elles étaient assises côte à côte sur la banquette arrière.

Geeti

Née le 30 novembre 1995. Sixième enfant de la famille Shafia. Morte à 13 ans.

Geeti la rebelle, qui défiait l'autorité, quelle qu'elle soit. Elle rentrait tard à la maison, s'est fait prendre à voler dans un magasin. À l'école, c'était la catastrophe. «Pas motivée, elle séchait des cours, si bien que lors du dernier semestre, elle a échoué trois des quatre matières enseignées. Il est aussi arrivé que les autorités de l'école la retournaient à la maison, parce qu'elle portait des vêtements inappropriés et trop révélateurs.

Geeti, la plus rebelle, voulait quitter sa famille et avait demandé à être placée par la Direction de la protection de la jeunesse.

Geeti voulait quitter la maison familiale le plus vite possible. Elle demandait à être placée par la Direction de la protection de la jeunesse. Elle en avait fait part



PHOTO FOURNIE PAR LA COUR

Geeti, la plus jeune des victimes.

à un travailleur de la DPJ, à la police, et à l'école. Même sa mère Tooba était au courant et ne savait plus quoi faire avec cette enfant. Secrètement, Geeti planifiait aussi de partir avec Sahar quand celle-ci quitterait la maison.

Geeti, la plus jeune des quatre victimes, flottait au-dessus de la place du conducteur dans la Nissan submergée. Son corps était entremêlé avec celui de sa soeur aînée, Zainab, a expliqué le policier plongeur qui a remonté les corps.

ACURA DE LAVAL

LES CÉLÉBRATIONS DU VINGT-CINQUIÈME

TL 2012

579\$

PAR MOIS

0\$

COMPTANT

25

MOIS DE LOCATION

0,25%

TAUX DE LOCATION 25 MOIS

+ 25 MOIS D'ENTRETIEN SANS FRAIS

TRANSPORT, PRÉPARATION ET TAXE SUR CLIMATISEUR INCLUS.

INCLUANT DE SÉRIE:

Moteur V6 VTEC[®] de 3,5 litres, 280 chevaux | Boîte automatique à 6 vitesses avec sélecteur de vitesses sur le volant et contrôle logique de l'inclinaison | Toit ouvrant vitré électrique avec dispositif d'inclinaison et fonction d'ouverture/fermeture automatique | Roues en alliage de 17 pouces | Sièges en cuir chauffants | Chaîne sonore de 276 watts, à 8 haut-parleurs, changeur de 6 disques, compatibilité MP3/WMA/XM[®] Pro Logic[®] avec caisson d'infragraves | Interface mains libres HandsFreeLink[™] Bluetooth[™] avec affichage d'annuaire téléphonique | Phares antibrouillards | Et bien plus...

2500, boul. Chomedey, Laval

450 682-4050

ACURALAVAL.COM

* Taxes en sus. Photo à titre indicatif seulement. Détails chez Acura de Laval.

UN PRÉSENT POUR LE FUTUR

PORTES OUVERTES COLLÉGIAL

Mercredi 2 novembre de 16 h à 20 h
(entrée sur Decelles)

Une occasion de découvrir un milieu collégial unique situé en plein cœur d'un quartier universitaire animé.

Le collégial Brébeuf, un environnement exceptionnel au cœur du quartier universitaire!
Le premier collège à offrir le Diplôme de Baccalauréat International, 28 années de savoir faire!
Le premier collège de la région de Montréal pour l'entrée en facultés universitaires contingentes!

LES PROGRAMMES OFFERTS AU COLLÉGIAL

Le Collège Jean-de-Brébeuf est un collège préuniversitaire.

BACCALAURÉAT INTERNATIONAL

- ▶ Sciences de la nature
 - Sciences de la santé
 - Sciences pures et appliquées
- ▶ Sciences humaines
 - Option Économie
 - Option Histoire
 - Option Psychologie
 - Option Commerce et gestion
- ▶ Arts et lettres
 - Option Cinéma
 - Option Langues

DIPLÔME D'ÉTUDES COLLÉGIALES

- ▶ Arts et lettres
 - Arts visuels, design et communications
 - Lettres, théâtre et communications
 - Création multimédia et communications
 - Langues et communications
- ▶ Sciences de la nature
 - Sciences de la santé
 - Sciences de la santé avec portable
 - Sciences pures et appliquées
 - Sciences pures et appliquées avec portable

▶ Sciences humaines ou de l'administration

- Études internationales
- Individu, culture et société
- Administration

▶ Sciences, lettres et arts

- Programme préparant à la quasi-totalité des programmes universitaires

TROIS PROGRAMMES EN ASSOCIATION AVEC L'ÉCOLE DE MUSIQUE VINCENT-D'INDY

Téléphone : 514 342-9342, poste 5355 | Université-de-Montréal Côte-des-Neiges

Collège Jean-de-Brébeuf

3200, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Montréal (Québec) H3T 1C1
www.brebeuf.qc.ca

ACTUALITÉS

Un 158^e soldat canadien tombe en Afghanistan

Première victime depuis la fin de la mission de combat

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Un premier soldat canadien est mort en Afghanistan, depuis la fin de la mission de combat du Canada. Le caporal-chef Byron Garth Greff revenait tout juste de vacances quand l'autobus qui le ramenait à son campement a été pris pour cible par un kamikaze, samedi à Kaboul.

Même si la capitale afghane reste éloignée des principaux combats, l'insurrection continue d'y orchestrer des attaques meurtrières dans lesquelles une vingtaine de soldats étrangers meurent en moyenne chaque année.

Samedi, un kamikaze au



PHOTO PC

Le caporal-chef Byron Garth Greff

volant d'une voiture bourrée d'explosifs a déclenché son

dispositif au passage d'un autobus qui transportait de nombreux soldats étrangers. La violence de l'explosion a complètement soufflé le véhicule, tuant au moins 17 personnes, dont 13 soldats de l'OTAN.

Les insurgés semblent profiter de l'interdiction faite par le président afghan Hamid Karzaï aux armées étrangères d'utiliser leurs imposants véhicules blindés pour circuler dans Kaboul afin d'éviter d'engorger davantage ses rues. Depuis quelques années, les militaires doivent donc recourir à des autobus qui, même s'ils sont renforcés, restent plus vulnérables aux explosions.

Le carnage de samedi aurait

pu être plus grave encore. L'autobus ciblé par le kamikaze venait tout juste de déposer une partie de ses passagers. Basé à Edmonton en Alberta, le caporal-chef Greff n'aura toutefois pas eu cette chance. Douze Américains ont également péri.

Le jeune père de famille en était à sa deuxième mission en Afghanistan. Il s'y était rendu en 2009 pour servir de mentor à une unité de soldats afghans dans la région de Kandahar. Son commandant lui a rendu hommage, le décrivant comme un «travailleur acharné respecté de ses collègues».

Byron Greff est le 158^e soldat canadien à mourir en Afghanistan, mais le tout

premier depuis la fin de la mission de combat, en juillet. Le Canada a quitté les champs de bataille de Kandahar, dans le sud du pays, pour se concentrer d'ici mars 2014 sur la formation des soldats et policiers afghans, à Kaboul. Le caporal-chef Greff formait des Afghans qui prendront eux-mêmes en charge l'entraînement en vue du départ des troupes internationales.

L'armée canadienne compte présentement un peu plus de 900 militaires en poste à Kaboul. Il reste néanmoins encore 1200 soldats canadiens à Kandahar qui s'affairent à démanteler les installations canadiennes afin de rapatrier tout le matériel au pays d'ici le mois de décembre.

En voyage en Australie, le premier ministre Stephen Harper a offert ses condoléances à la famille du soldat mort samedi. «Le caporal-chef Greff a fait le sacrifice ultime de sa vie au service de son pays. Sa vie et sa mort illustrent la bravoure et le dévouement exceptionnel des membres des Forces armées canadiennes qui participent à cette mission.»

Un ex-militaire menace de faire une grève de la faim

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Un ex-soldat canadien menace de faire une grève de la faim devant les bureaux du ministre des Anciens Combattants (ACC), Steven Blaney. Il veut forcer le gouvernement à reconnaître qu'il a été intoxiqué à l'uranium appauvri lors d'une mission en Bosnie, dans les années 90.

Après 12 années de combat à tenter de faire admettre le mal causé par l'utilisation de munitions radioactives, Pascal Lacoste espère toujours recevoir un appel d'Ottawa qui accepterait de lui payer un

traitement de 50 000\$ dans une clinique au Texas.

Au-delà de sa propre santé, l'homme de 38 ans souhaite créer un précédent qui forcera l'ACC à traiter les autres militaires croyant avoir été contaminés à l'uranium appauvri.

Mais s'il n'a pas de nouvelles d'ici samedi midi, il garera sa voiture devant les bureaux du ministre Blaney, à Lévis, et commencera une grève de la faim. La seule eau qu'il compte boire lui servira à ingérer le cocktail de médicaments qu'il doit prendre pour endurer la fatigue et les douleurs chroniques qu'il ressent

depuis sa mission en Bosnie en 1996 et 1997. Compte tenu de sa santé fragile, Pascal Lacoste pense survivre au maximum trois jours.

«Un combat d'honneur»

«Je n'ai jamais parlé d'argent et ce n'est pas ce que je veux. C'est un combat d'honneur. Je veux que le Canada reconnaisse l'intoxication à l'uranium et nous soigne. Je ne veux pas qu'ils fassent comme ils ont fait avec les soldats qui ont servi de cobaye au projet Manhattan [les recherches sur la bombe atomique] à qui il a fallu attendre 50 ans pour être reconnus»

Selon une source gouvernementale qui a préféré conserver l'anonymat, l'ancien militaire est suivi par ACC et son état de santé s'est considérablement dégradé ces derniers temps. Mais voilà, le gouvernement canadien ne fait aucun lien entre l'exposition à l'uranium appauvri et ses problèmes de santé.

«Malgré que certaines situations soient déchirantes, une approche basée sur la science doit être adoptée dans la prestation des soins et services prodigués en toute équité à nos vétérans», a d'ailleurs indiqué à *La Presse* Jean-Christophe de la Rue, attaché de presse du ministre Blaney.

Le Canada nie recourir à l'uranium appauvri dans son arsenal militaire, mais ses soldats sont fréquemment déployés aux côtés de l'armée américaine, qui utilise ce produit radioactif depuis la première guerre du Golfe, en 1991. Ces munitions

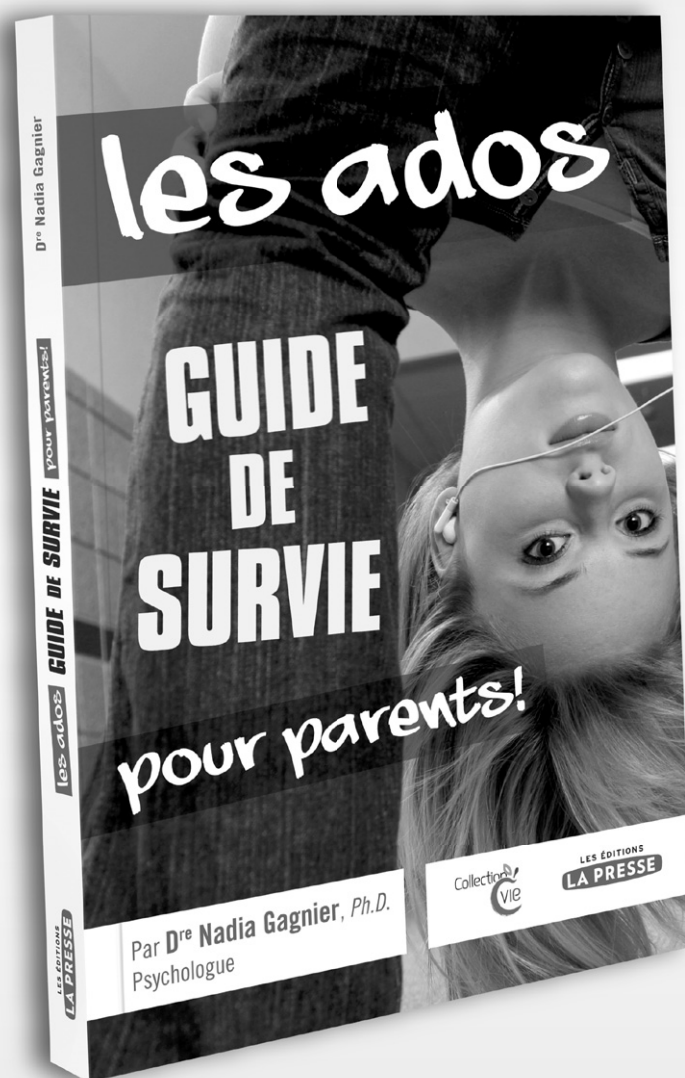
servent avant tout à percer les blindages ou, à l'inverse, à renforcer des blindés.

Plusieurs études ont été menées sur la dangerosité de l'uranium appauvri, notamment par l'Organisation mondiale de la santé. Aucune n'a toutefois établi de lien avec les troubles de santé dont certains soldats disent souffrir. En 2000, ACC affirme avoir étudié le cas de 230 vétérans inquiets d'avoir été exposés à l'uranium appauvri et qu'aucun ne présentait une contamination «plus élevée que la normale».

Le Ministère présente sur son site web les conclusions d'une étude américaine selon laquelle des personnes fortement exposées à l'uranium appauvri – certaines vivant avec des éclats de ces obus – n'ont souffert d'aucune séquelle. Une étude américaine sur 2000 anciens militaires est parvenue aux mêmes résultats.

«Un anti-mode d'emploi [...] écrit sur un ton positif et sympathique plutôt hors du commun.»

— Silvia Galipeau, *La Presse*



Offert en librairie ou sur librairie.lapresse.ca

LES ÉDITIONS LA PRESSE

Collection VIE

LE CIEL S'ABAT SUR LE NORD-EST DES ÉTATS-UNIS



PHOTO REUTERS

Une tempête de neige digne du plein hiver a frappé le nord-est des États-Unis et les Maritimes au cours du week-end. Ces intempéries inhabituelles pour un mois d'octobre ont fait au moins 11 morts, dont un à l'Île-du-Prince-Édouard, et perturbé les transports et privé de courant de 3,1 millions de personnes. Alors qu'il est tombé par endroits plus de 60 centimètres de neige, l'état d'urgence a été décrété dans les États du New Jersey, du Connecticut, du Massachusetts et des parties de l'État de New York. Tôt hier matin, un automobiliste a perdu la vie près de Pooles Corner, dans l'est de l'Île-du-Prince-Édouard. Les conditions routières auraient joué un rôle dans sa mort, selon la GRC. Ci-dessus, un arbre déraciné a fait des dégâts à Worcester, dans le Massachusetts.

— APET PC

Bangkok, entre inondations et normalité

D'APRÈS AP

BANGKOK — Si les pires inondations que la Thaïlande a connues depuis un demi-siècle ont dévasté un tiers du pays et submergé des quartiers du nord de Bangkok, la vie continue malgré tout à se dérouler normalement pour la majorité de la population de la capitale, qui compte neuf millions d'habitants.

Les images terribles des inondations diffusées par les télévisions contrastent totalement avec la situation dans le centre-ville où, en soirée, on peut voir des noctambules siroter des cocktails dans les quartiers chauds et des touristes assis sur des sièges en skai

qui se font faire des massages de pied.

L'exode temporaire de milliers d'habitants de Bangkok vers des villes voisines et la décision du gouvernement d'accorder cinq jours de congé exceptionnels ont décongestionné la ville, où il est notoirement difficile de circuler.

«C'est mieux, dans un sens», a confié hier Nicole Attwater, touriste venue de Sydney. Elle s'est dite contente de braver les inondations pour visiter le Grand Palais, ancien siège de la monarchie, sans la foule qu'on y trouve habituellement lors de week-ends ensoleillés. «C'est un bon moment pour venir, parce que c'est calme», a-t-elle constaté.

La majeure partie de Bangkok est épargnée par les inondations. Seuls signes d'une situation anormale: l'empilement de sacs de sable autour des hôtels et des maisons, les prédictions apocalyptiques de certains membres du gouvernement ou encore d'expatriés sur leur blogue.

La menace d'inondations à l'intérieur de la métropole reste toutefois réelle. Dans le pays, depuis trois mois, elles ont fait 381 morts, tandis que 110 000 personnes ont été déplacées, dont 10 000 à Bangkok, selon des chiffres officiels. Plusieurs centaines de milliers de personnes ne peuvent plus travailler et les dégâts se chiffrent à plusieurs milliards de dollars.



PHOTOS TONY KARUMBA, ARCHIVES AFP

Les habitants de Mogadiscio sont ravis de ne plus vivre sous la férule des miliciens islamistes shebabs. La ville n'en est pas moins défigurée par les combats qui y ont fait rage. À droite, un officier ougandais de la force d'intervention africaine montait la garde dans la capitale somalienne, au début du mois.

« Dieu ne permettra pas aux shebabs de revenir »

Depuis le repli des miliciens islamistes, Mogadiscio souffle... un peu



MARC THIBODEAU
ENVOYÉ SPÉCIAL
SOMALIE

MOGADISCIO — Des enfants bataillent dans l'eau émeraude de l'océan Indien sous le regard amusé de pêcheurs qui savourent paisiblement une cigarette, affalés sur le sable blanc...

La scène, qui semble tirée d'une carte postale, cadre mal avec les qualificatifs dantesques qui accompagnent généralement les descriptions de la capitale somalienne.

L'illusion ne dure qu'un temps puisqu'il suffit de se retourner et de contempler la longue lignée de bâtiments éventrés longeant la plage de Lido pour se souvenir des combats qui ont défiguré l'endroit.

Les shebabs ont longtemps tenu le secteur de la plage face aux assauts des troupes du gouvernement et des soldats de la force d'intervention africaine Amisom. Jusqu'à ce que les commandants des miliciens islamistes ordonnent en août leur repli en périphérie de la ville, donnant un souffle nouveau aux anciens résidents.

« C'est ici que nous sommes nés, que nos familles ont vécu, que nous voulons vivre », relève Dahir, jeune pêcheur qui a recommencé depuis peu à travailler à partir de la plage.

Même enthousiasme de Mohamed Ali Noor, autre pêcheur qui a renoué récemment avec l'endroit.

Délivrance

L'homme de 50 ans se dit ravi de ne plus vivre sous la coupe des shebabs, qui exerçaient, selon lui, une terrible pression sur la population.

Il relate avec dépit que les miliciens ont décapité un jour un homme devant sa maison avant de presser les

résidents de venir contempler la dépouille. « Les enfants sortaient et voyaient cette horreur. Il était impossible de leur demander d'enlever le corps sous peine de représailles », souligne le Somalien.

« Posez votre arme et prenez un stylo », souligne un graffiti bien en vue dans un marché de Mogadiscio.

Au marché voisin, où une foule de commerçants écoule fruits, légumes et babioles, le soulagement face au départ des islamistes semble aussi palpable. « Posez votre arme et prenez un stylo », souligne un graffiti bien en vue.

Ibrahim Hachim, qui vendait hier du thon frais dans un hall rempli d'un incroyable échantillon de poissons, est certain que les shebabs ne reprendront pas la ville.

« C'est un rêve, ils ne pourront jamais revenir », assure l'homme de 27 ans.

« Tactique de guérilla »

Malgré le scepticisme affiché par la population, les miliciens islamistes sont loin de s'avouer vaincus. Samedi, un commando comprenant un kamikaze d'origine américaine a pris d'assaut un campement fortifié de l'Amisom à Mogadiscio, tuant plusieurs soldats.

Le chercheur français Roland Marchal, qui a longuement étudié les shebabs, pense que le mouvement a décidé de se retirer quasi complètement de la ville en août pour se concentrer sur une « tactique de guérilla ».

Les islamistes étaient pris en étau et ne pouvaient plus faire face aux armes lourdes des forces africaines, souligne-t-il.

Les shebabs, qui continuent néanmoins de contrôler de vastes pans du sud et du centre du pays sont aussi sous forte pression du Kenya, qui

a lancé une offensive militaire inédite en Somalie à la mi-octobre. Nairobi a évoqué l'enlèvement récent de quatre ressortissants occidentaux sur son territoire pour justifier l'opération, visiblement prévue de longue date.

Les précédentes incursions étrangères dans le pays ont souvent tourné court, comme le rappelle le film *Black Hawk Down* portant sur la déconvenue américaine. L'intervention éthiopienne de 2006 s'était aussi soldée par un échec après avoir galvanisé le soutien populaire aux shebabs.

Les Somaliens sont fiers de leur indépendance comme le rappelle, au centre de la capitale, un monument honorant un populaire général qui a mené plusieurs opérations militaires victorieuses contre les forces éthiopiennes au XVI^e siècle.

Bien que la statue ait disparu du socle, apparemment enlevée par un seigneur de guerre avide, le sentiment de fierté demeure. Et il pourrait, en théorie, faire le jeu des islamistes.

Le ressentiment populaire à leur encontre est cependant si élevé aujourd'hui qu'il est difficile de trouver un résident de la capitale hostile à l'offensive kenyane.

« Le combat des Kenyans est juste parce qu'ils se battent contre notre ennemi », résume Ali Ahmed Isak, qui cherchait hier à vendre une immense tortue pêchée le matin même.

« Dieu ne permettra pas aux shebabs de revenir », a déclaré le pêcheur de 42 ans en s'amusant des gestes désespérés de l'animal renversé au sol.

Les pratiques douteuses du NYPD



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE
NEW YORK

Flaking. L'expression est utilisée par certains policiers pour parler d'une pratique qui consiste à mettre de la cocaïne ou de l'héroïne dans les poches d'une victime innocente, histoire de pouvoir lui passer les menottes et attendre un certain quota d'arrestations.

Stephen Anderson, ex-détective de la police de New York (NYPD), a affirmé récemment que le *flaking* était une pratique courante dans les escouades des narcotiques de Brooklyn et de Queens au sein desquelles il a travaillé. Superviseurs, détectives et enquêteurs s'y prétaient ou s'en accommodaient, a-t-il précisé lors du procès d'un de ses anciens collègues de Brooklyn.

Anderson a lui-même été condamné pour avoir refilé deux sachets de cocaïne à un collègue qui s'en est servi pour piéger quatre hommes innocents dans un bar de Queens. Le juge au procès de son ex-collègue lui a demandé comment il avait pu justifier une telle pratique.

« Ils sortirent de prison le lendemain de toute façon, rien ne leur arrivera », a-t-il répondu en faisant référence aux victimes innocentes.

Les révélations sur le *flaking* ont mené en 2008 à l'arrestation de huit détectives et à l'abandon d'environ 400 causes criminelles contaminées

par l'implication des policiers liés au scandale.

Contraventions falsifiées

À l'époque, le chef de police de New York, Raymond Kelly, a défendu la réputation de son service en affirmant que cette pratique était limitée à quelques pommes pourries. Mais le procès en cours à Brooklyn coïncide avec une série d'arrestations qui jettent une lumière crue sur d'autres pratiques douteuses au sein du NYPD, dont l'image n'a jamais été aussi malmenée depuis le début des années 90.

Ticket-fixing. Le terme se retrouvait samedi à la une des quotidiens new-yorkais, qui faisaient état de l'arrestation dans le Bronx de 16 policiers du NYPD. Ceux-ci sont accusés d'avoir détruit ou falsifié des centaines de contraventions pour faire une faveur

à des amis, des parents ou d'autres personnes influentes. Ils ont tous plaidé non coupables lors de leur comparution devant un tribunal du Bronx, à l'extérieur duquel quelque 500 policiers en civil s'étaient rassemblés pour les soutenir et exprimer leur colère à l'égard du procureur du Bronx et du chef du NYPD.

À en juger par les affiches brandies par les policiers protestataires, le *ticket-fixing* fait partie de la culture du NYPD et doit être considéré non pas comme un crime mais comme un geste de « courtoisie ». En fait, le procès des policiers inculpés pourrait mettre en cause plusieurs autres officiers du NYPD dans tous les arrondissements de la ville, ainsi que les dirigeants et représentants du plus important syndicat policier new-yorkais, qui semblent jouer un rôle central dans cette pratique.

Traité d'« hypocrite » par les policiers protestataires, le chef de police Raymond Kelly a déclaré vendredi que ces derniers se leurrent en croyant que le *ticket-fixing* fait partie de la culture du NYPD, « surtout s'ils pensent que le public trouve cela acceptable ».

Commission d'enquête?

L'arrestation des 16 policiers du Bronx découle d'une enquête lancée il y a trois ans sur le comportement suspect d'un policier, Jose Ramos, qui a non seulement été inculpé pour avoir fait disparaître des contraventions mais également pour avoir transporté de l'héroïne, entre autres crimes.

Ce scandale a mis fin à l'une des pires semaines du NYPD depuis longtemps. Deux jours auparavant, huit policiers new-yorkais, encore en activité ou à la retraite, avaient été

arrêtés et accusés d'avoir participé avec quatre autres personnes à la contrebande d'armes à feu, de cigarettes volées et de machines à sous.

Selon l'accusation, entre septembre 2010 et leur arrestation, ces 12 personnes ont fait entrer illégalement dans l'État de New York des armes à feu dont les numéros de série avaient été dans la majorité des cas effacés, dont trois fusils d'assaut M-16 et 16 armes de poing.

Ces histoires ne sont pas sans rappeler la situation délicate que la commission Mollen, du nom d'un juge new-yorkais, avait dénoncée en 1994. Créée en juin 1992 après l'arrestation de six policiers véreux, cette commission avait conclu que la police new-yorkaise avait fermé les yeux sur la corruption régnant en son sein. Elle avait de plus établi que certains officiers du NYPD avaient créé des réseaux de trafic de drogue et d'armes dans les quartiers noirs et hispaniques de la ville.

L'heure d'une nouvelle enquête sur la corruption au sein du NYPD aurait-elle sonné?

Résultats des tirages du : 2011-10-30

3	4	8	9	D
banco		Quotidienne	Trix	
01 05 06 10 12	13 18 21 23 31	3 492	01 09	
38 39 44 45 51	55 61 66 69 70	4 0511	13 20 24	
Astro		Signe		Extra
Jour - Mois - Année	51	TAUREAU		7061569
18	MARS			

Résultats des tirages du : 2011-10-29

649	05 08 13	20	15 17 22	46
16 40 49	8 000 000 \$		27 37 47	compl.
649 LOT BONI		2 8 D A A		
16 21 24 31 35 39	banco		Trix	
02 03 04 05 06	08 09 12 19 23	3 463	05 06	
26 38 41 46 50	55 57 59 61 69	4 9418	08 09 32	
Astro		Signe		Extra
Jour - Mois - Année	43	CANCER		8930770
07	AVRIL			

Signer votre billet de loterie, c'est important, ça prouve qu'il vous appartient! Acheter, signer, jouer.

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

VIEUX-QUÉBEC

Couette gourmande

Vivez l'expérience Port-Royal dans une suite De Luxe à partir de

129\$

pour 2 personnes
Incluant le petit-déjeuner
Gourmand à la Carte
et le stationnement

LE PORT-ROYAL

hôtel & suites

1.866.417.2777

www.leportroyal.com

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAL

Prudence et vigilance



FRANÇOIS CARDINAL
 francois.cardinal@lapresse.ca

Les membres de l'Évaluation environnementale stratégique (EES) sur le gaz de schiste ont dévoilé leur plan de travail pour les deux prochaines années. Deux courtes années pendant lesquelles ils devront travailler d'arrache-pied pour combler l'immense déficit de connaissances scientifiques qui mine cette filière controversée.

Laissons la chance au comité d'évaluation du gaz de schiste de faire ses preuves, comme on l'a fait pour le BAPE.

Déjà, la méfiance s'est installée. On accuse l'EES d'être noyauté par les partisans du gaz de schiste, de ne pas avoir la latitude pour aller au fond des choses, des critiques qui se défendent à la lumière des incidents et révélations qui ont entaché à la fois l'industrie et le gouvernement.

Mais entre scepticisme et dénigrement, il y a un pas que l'on ne doit pas franchir, pour l'instant.

On peut certes avoir des réserves, s'offusquer de tel ou tel détail du processus, mais laissons néanmoins la chance au coureur, comme on l'a fait pour le BAPE. Surtout que trois éléments précisés vendredi sont plutôt de bon augure.

D'abord, le mandat de l'EES est interprété de manière large. Les membres examineront la réglementation, ici et ailleurs, et évalueront l'ensemble des enjeux environnementaux, sociaux et économiques. Mais

surtout, ils établiront la « pertinence socio-économique » d'exploiter les shales, ou pas.

Certains opposants souhaitent que le comité aille plus loin, qu'il établisse la pertinence de ce développement en comparaison avec d'autres filières plus propres. Une très bonne idée... à laquelle le comité s'est en quelque sorte rallié en s'engageant à tenir compte « du contexte plus général de l'insertion de la filière gazière au sein de la politique énergétique québécoise ».

Ensuite, les travaux de l'EES permettront la dissidence. Il est malheureux que six des onze membres du comité soient liés, de près ou de loin, au gouvernement et à l'industrie. Mais il est néanmoins rassurant de savoir qu'il pourra y avoir des voix discordantes. Travaillant par consensus, les membres pourront en effet inscrire leurs réserves au rapport final ou, mieux, rédiger un rapport minoritaire au besoin.

Enfin, la population sera dans le coup. Certes, on reproche à l'Évaluation stratégique d'avoir exclu les citoyens des travaux. Mais l'EES n'est pas un lieu de débat public, plutôt un comité d'experts... qui doit valider publiquement ses observations et conclusions.

C'est précisément ce qu'elle compte faire en tenant des consultations publiques régulièrement et en mettant sur pied des « comités miroirs », qui auront pour mandat de faire le lien entre le comité d'experts et le public concerné. Les citoyens et groupes de pression seront ainsi impliqués durant les travaux et auront même leur mot à dire sur le rapport final, avant qu'il ne soit transmis au gouvernement.

Certes, bien des questions restent en suspens sur la forme que prendront les consultations, sur le nombre de permis qui seront émis pour des besoins scientifiques, sur la quantité d'information qui sera rendue publique tout au long du processus. Ce qui nous oblige à la prudence et à la vigilance, mais pas, pour l'instant, à la virulence.

OPINION

Un fléau alarmant



FRANCINE LAPLANTE
 L'auteure est mère de cinq enfants.

Le cyberpédophile Gabriel Cantin vient d'écoper de cinq ans et demi de prison pour avoir agressé sévèrement une fillette. Lors de son procès, ce sympathique personnage a eu le culot de déclarer que l'agression n'aurait pas eu lieu s'il n'avait pas eu besoin de changer la couche du bébé. Lors de l'arrestation de ce monstre vivant, un responsable du SPVM avait confirmé qu'il s'agissait de la plus grande saisie de pornographie infantile jamais effectuée.

En imposant une peine aussi ridicule au cyberpédophile Gabriel Cantin, nous lançons le message aux détraqués qu'ils peuvent s'amuser comme ils veulent avec nos enfants!

Cantin a 72 ans; pensez-vous un seul instant qu'il n'a fait qu'une seule victime?

Cinq ans et demi de prison? C'est une honte monumentale!

L'équipe de J.E. a présenté un reportage dans lequel elle a « personnifié » une jeune fille de 13 ans sur un réseau de rencontre. En moins de deux, elle a « recruté » plus de 60 cyberprédateurs, dont 10 se sont déplacés pour aller à la rencontre de la prétendue jeune fille. Ces individus avaient entre 19 et 60 ans!

Nous faisons face à un fléau

alarmant, nos enfants sont en danger n'importe où, n'importe quand; ils sont des proies faciles à attraper. Il suffit d'un échange de courriel, d'un mot gentil, d'une promesse et le tour est joué.

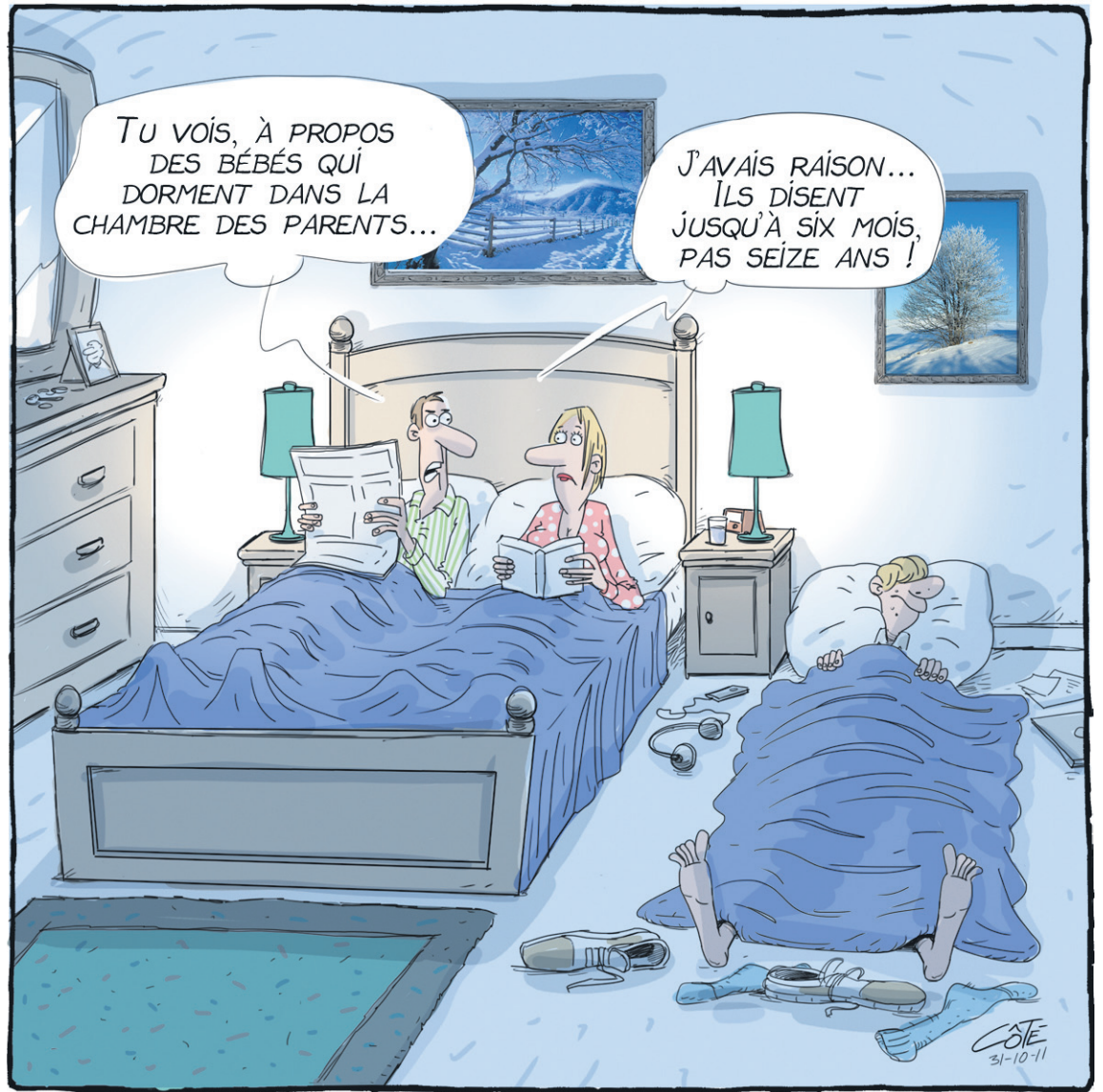
En imposant une peine aussi ridicule à ce monstre, nous lançons le message aux détraqués qu'ils peuvent s'amuser comme ils veulent avec nos enfants! Servez-vous, le buffet est ouvert! Et ne vous en faites pas trop, les chances de vous faire prendre sont minimes, car nous manquons de ressources pour vous attraper. Mais si par malheur vous êtes démasqués, une sentence à peine plus sévère qu'une tape sur les doigts vous sera imposée!

Les centres jeunesse sont remplis de victimes, les jeunes sans-abri qui déambulent dans les rues du centre-ville sont généralement des victimes, de nombreux jeunes adultes qui se bourrent de Prozac pour affronter la vie au quotidien sont également bien souvent des victimes...

Quand allons-nous comprendre en tant que société qu'un pédophile, ça ne se guérit pas? Quand allons-nous nous tenir debout et leur imposer des peines sévères? Tu touches à un enfant? Tu es reconnu coupable? Désolé, bonhomme, mais tu t'en vas en dedans pour un minimum de 15 ans!

Tolérance zéro, on ne touche pas à nos enfants! En combien de langues devra-t-on traduire cette phrase pour qu'elle soit bien comprise?

Il faut modifier les lois, imposer des sentences significatives, il faut plus de ressources sur le terrain, il faut les pourchasser, ne pas les lâcher, il faut se méfier, il faut dénoncer, mais il faut surtout les neutraliser et ainsi assurer la sécurité de nos enfants!



DROITS RÉSERVÉS/apcote@lesoleil.com

CONJONCTURE

Vers un nouveau leadership

Première créancière des États-Unis, la Chine est en voie de le devenir également pour l'Europe



YVAN LOUBIER
 L'auteur est économiste et conseiller principal au cabinet de relations publiques NATIONAL.

Jeudi et vendredi, les pays du G20 tiendront leurs assises à Cannes, sous la présidence de la France. Ensemble, ces pays représentent les deux tiers de la population du globe, 90 % du PIB mondial et 75 % du commerce planétaire. Les orientations arrêtées au cours de ce sommet où tous, principaux pays développés et nations émergentes, seront réunies à une même table, seront fondamentales à l'heure où seules les économies de ces dernières, soutenues par leurs fortes demandes intérieures, connaissent une croissance respectable, alors que les États-Unis sont en panne et l'Europe en crise.

Cela laisse supposer cependant qu'une entente soit réellement possible. Ce qui est loin d'être évident. Car, outre la difficulté des 20 à s'entendre sur les façons de relancer la croissance, il y a fort à parier que les problèmes de gouvernance intérieure de plusieurs d'entre eux joueront, plus que pour les sommets précédents, en défaveur d'un accord pour éviter une déconfiture de l'économie mondiale.

La faiblesse du leadership européen et américain pourrait desservir les travaux du sommet du G20.

Du côté américain, comme on a pu l'analyser lors de notre dernière chronique, le président Obama a loin d'avoir les coudees franches pour assumer un leadership lors de ces assises et proposer des solutions cohérentes, avec les républicains et le Tea Party qui le paralysent.

Du côté européen, ce n'est pas seulement sur fond de crise économique et financière de la Grèce et de l'Italie, du marasme du sous-emploi de l'Espagne et d'une sous-capitalisation des banques, que s'ouvrira ce sommet, mais d'abord sur un véritable brasier qui met à feu et à sang la population de la Grèce et suscite des questionnements sur l'avenir même de l'Union européenne.



PHOTO CARLOS BARRIA, REUTERS

L'Occident a besoin du marché de la Chine et de ses capitaux. C'est peut-être de là que s'exprimera un nouveau leadership, précurseur d'un véritable bouleversement de l'ordre mondial.

S'ajoute à ce contexte difficile d'ouverture, une véritable débandade des principaux leaders politiques d'Europe; une débandade qui, qu'on le veuille ou non, aura une incidence sur la force de leurs engagements et le leadership dont ils témoignent à Cannes.

Angela Merkel, sacrée récemment femme la plus puissante d'Europe, a mordu la poussière

Enfin, au Royaume-Uni, le premier ministre Cameron a subi la semaine dernière, en moins d'une année et demie de règne, les frondes de ses propres députés qui remettent en cause l'appartenance du pays à l'Union européenne. Sans être en péril, le premier ministre est très certainement ébranlé.

La faiblesse du leadership européen, comme celle des États-Unis, pourrait desservir les travaux du sommet du G20. Le leadership devra venir d'ailleurs.

À cet égard, il sera intéressant de voir comment la Chine se comportera à Cannes, surtout après l'épisode de la semaine dernière où elle a annoncé sa participation au fonds de sauvetage européen. La Chine (et les autres pays du BRICS) a besoin de l'Occident pour écouler ses exportations et poursuivre sa croissance; elle a donc tout intérêt à ce que cette partie du monde se porte bien.

Mais l'Occident a besoin du marché de la Chine et de ses capitaux. Première créancière des États-Unis, elle est en voie de le devenir également pour l'Europe. C'est peut-être de là que s'exprimera un nouveau leadership, précurseur d'un véritable bouleversement de l'ordre mondial. Et comme dit le vieil adage, « Money talks ».

À BIEN Y PENSER

Si le gouvernement Charest peut faire adopter une loi pour améliorer le placement des ouvriers de la construction dans un délai si court, rien ne l'empêche de promulguer une loi interdisant les firmes de génie-conseil et entreprises de construction d'organiser des élections clés en main, avec les mêmes sanctions imposées aux fraudeurs du fisc. Ces sanctions pourraient aussi être imposées aux individus qui accepteraient le financement de ces entreprises. On mettrait ainsi un frein au financement illégal des élections au Québec. — Pierre Laberge

DÉBATS

Le syndrome du justicier



ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

Quand Jacques Duchesneau a été congédié vendredi, et qu'il a perdu son poste de patron de l'Unité anticollusion, cinq mois avant la fin de son mandat, bien des gens ont vu cela comme une autre tactique du gouvernement libéral pour étouffer la vérité dans le dossier de la construction.

Ce réflexe est bien compréhensible. La façon dont le gouvernement Charest s'est comporté face au scandale de la corruption dans la construction a eu de quoi nourrir les soupçons, encore plus depuis deux semaines avec la tragédie qui a mené à la création de la commission Charbonneau.

Mais dans le cas précis de ce congédiement, il n'y a pas de sombres manœuvres. Dans une entrevue-choix à *La Presse*, Jacques Duchesneau avait critiqué l'Unité permanente anticorruption, l'organisme dont relève son Unité anticollusion: «L'UPAC, c'est pas fort, ils pensent police.» Il a également critiqué celui qui est son patron: «Et ce n'est pas un policier qui devrait être à la tête de l'UPAC, mais plutôt un juge à la retraite, comme John Gomery.»

L'engouement pour ces Elliott Ness des temps modernes peut cependant mener à des dérives.

C'est pour ces propos que le patron de l'UPAC, Robert Lafrenière – et non pas le gouvernement Charest – l'a congédié. C'était inévitable. Aucune institution, publique ou privée, ne peut tolérer cet élémentaire manque de loyauté. Mais il faut se demander pourquoi M. Duchesneau s'est laissé aller à ces propos déplacés. Son cas n'est pas unique. Il s'inscrit dans un «pattern» que l'on a déjà pu observer, et que j'appellerais le syndrome du justicier.

Nous vivons dans une période de découragement collectif, de perte de crédibilité de nos institutions et de nos dirigeants. Dans ce vacuum, à qui faire confiance? Les citoyens ont eu tendance à se battre sur un des rares pôles de solidité, sur ceux qui jouent un rôle de chien de garde de nos institutions, qui ne sont pas des politiciens, qui sont indépendants du pouvoir politique. C'est le cas de M. Duchesneau, un ancien policier reconnu pour sa probité, ou encore des vérificateurs généraux de nos différents ordres de gouvernement.

L'engouement pour ces Elliott Ness des temps modernes peut cependant mener à des dérives. Notamment parce que cela affecte le comportement de ces nouveaux héros qui, en raison de leur crédibilité, de l'absence de contre-poids, deviennent intouchables et peuvent oublier leur devoir de réserve – c'est le syndrome du justicier.

Les exemples sont nombreux. Le juge Gomery, qui s'est laissé aller à des remarques si inappropriées sur Jean Chrétien que les tribunaux l'ont forcé à biffer des pans entiers de ses conclusions en raison de son manque d'objectivité. Le vérificateur de Montréal qui, dans son conflit avec la réalité, s'est comporté comme un véritable coq. Ou encore certaines prises de position du vérificateur général du Québec, notamment sur les PPP, que personne n'osait critiquer parce que ce que dit le vérificateur devient parole d'Évangile.

C'est un peu ce qui est arrivé à Jacques Duchesneau. Son manque de jugement en allant parler de son rapport à *Tout le monde en parle* avant de se présenter en commission parlementaire. Ses suggestions sur une formule de commission d'enquête qui sont devenues un oracle, même si leur caractère flou et changeant montrait qu'il n'était pas une autorité en la matière. Ses très étranges allusions à l'intimidation médiatique dont il aurait été victime. Et pour finir, dans une manifeste logique d'escalade, sa sortie contre l'unité dont il est membre.

Cela nous rappelle que les chiens de garde ont, eux aussi, besoin de chiens de garde. Ils doivent faire l'objet d'un recul critique. Parce qu'ils ne sont pas omniscients, que leurs rapports, aussi essentiels soient-ils, ne sont pas des versets de l'Évangile.

SPLÉNDEURS ET MISÈRES



PHOTO FOURNIE PAR L'AUTEURE

«Chère Chine, je ne te comprendrai jamais complètement, mais cette petite laissée sans secours l'autre jour est une situation impardonnable», écrit Lyse Labelle au sujet de l'indifférence qui a suivi l'accident qui a coûté la vie à Wang Yue, 2 ans.

Seule dans la foule

LYSE LABELLE
L'auteure réside à Saint-Lambert

Voici ce que j'écrivais au printemps 2011 lors d'un voyage solo de deux mois en Chine: «Drôle de journée aujourd'hui lundi, je ne savais pas que la fête des Travailleurs se poursuivait. Je suis donc partie de bon matin pour profiter de la fraîcheur toute relative, il fait 30 degrés, pour me rendre à Tiananmen. Je suis fière de moi, j'ai pris le bon autobus et suis descendue au bon endroit. Première surprise, la plus grande place sur terre est bondée. Je ne vois pas la bordure du trottoir et je tombe pour la deuxième fois sur le même genou, le même bout de nez. Je suis étourdie, mon appareil photo est à cinq pieds de moi et ne vois pas mon sac à dos. À ce moment, je pense à une phrase déjà entendue: «S'il t'arrive quelque chose et qu'une personne ou deux se trouvent près de toi, elle t'aideront. S'ils sont 10, ce sera long avant qu'une seule se décide à t'aider, et s'ils sont 100, bonne chance.» Autour de moi, ils sont un millier. J'ai dû me ramasser toute seule.

Mes lunettes sont foutues, mon nez saigne et mon genou est ouvert, la dizaine de passants qui attendent l'autobus me regardent les regarder. Je ne sais pas trop quoi faire, j'ai mal et suis étourdie. Pourtant, je dois me relever sans aide. Je m'assois sur la bordure de la rue pour reprendre mes esprits. L'autobus arrive, les gens embarquent, je reste seule.»

Quelques semaines plus tard, je visite Jingdezhen au Jiangxi, où l'on fabrique de la porcelaine depuis 3000 ans. Un ouvrier transportant en équilibre des bols sortant du four passe près de moi et perd pied. Je m'élançais pour l'aider comme je le peux et lorsqu'il retrouve son équilibre, il m'adresse le plus merveilleux sourire. La centaine de Chinois ayant assisté à l'incident m'applaudissent et veulent se faire photographier avec moi.

Chère Chine, je ne te comprendrai jamais complètement, mais cette petite laissée sans secours l'autre jour est une situation impardonnable.

LA FIN DE LA GALANTERIE

Je ne suis ni de la vieille école, ni féministe, ni âgée. À cette période de l'année, je commence à troquer mon vélo pour le transport collectif. Et chaque automne, je suis surprise de constater que presque tous les sièges sont occupés par des hommes dans le métro bondé. Des hommes de tous âges, de toutes cultures. Alors que nous, les femmes, restons debout.

Est-ce le résultat de tant d'années de luttes féministes en vue d'obtenir liberté et égalité?

Mon conjoint me dit qu'il n'ose plus céder son siège à une femme, à moins qu'elle soit enceinte ou indiscutablement âgée, de peur de l'insulter.

Je ne sais pas ce qu'il en est des autres femmes, mais sachez, messieurs, que j'accepterai votre offre de me céder votre siège avec le sourire. La galanterie me réjouit encore.

— Caroline Guay, Montréal

NOUVEAUX PARENTS ÉPUIÉS

Autant les jeunes mamans bénéficient d'un vaste choix d'options lorsque vient le temps de donner naissance à leurs enfants, autant elles ont reculé quant aux soins et à leur bien-être après l'accouchement, lors de leur court séjour à l'hôpital.

Au cours des deux dernières années, deux membres de ma famille immédiate ont eu des bébés, sans compter plusieurs de mes amies, dont les filles ont donné naissance à leurs petits-enfants. J'ai constaté que les pouponnières n'existent plus dans les hôpitaux, que ce soit en région ou ici à Montréal. Dès que l'enfant est né, les parents doivent le prendre en charge immédiatement, et ce, sans exception.

La jeune femme accouche et on lui remet son bébé. Qu'elle souffre d'une hémorragie importante après l'accouchement, qu'elle soit seule, qu'elle n'ait pas dormi pendant 36 heures, qu'elle soit exténuée, rien à faire. Elle doit s'occuper de son bébé à temps complet, nuit et jour. Le père, qui n'a pas dormi non plus, doit rester à l'hôpital avec la mère et les deux sortent de l'hôpital déjà épuisés.

Lorsque j'ai eu mes enfants, j'ai eu le privilège de choisir de cohabiter avec eux toute la journée ou toute la nuit. J'avais le choix. Maintenant, c'est impossible, et ça me préoccupe. Les jeunes parents sont fatigués et ils prennent des semaines à se remettre de l'accouchement qui devrait, en principe, être l'un des plus beaux moments de leur vie.

— Louise Girard, Verdun

ÊTRE VIEUX ET INVISIBLE

J'accompagne un monsieur de quelques années mon aîné, qui se déplace avec une marchette. J'ai moi-même 70 ans. Il veut s'acheter un téléphone. Au magasin, le vendeur s'adresse d'abord à moi. Je lui précise que c'est monsieur qui a besoin d'un téléphone. À maintes reprises, je dois rappeler au vendeur que c'est monsieur qui est concerné par l'achat. Arrivé à la caisse, monsieur paie son dû, le vendeur me présente la facture. Je lui précise qu'il doit la remettre à monsieur. Comme l'article acheté n'est pas disponible en magasin, monsieur

devra revenir dans deux ou trois jours. Une dernière fois, le vendeur dit, en me regardant, «Nous vous appellerons» alors que c'est à monsieur qu'il devrait s'adresser. Je suis l'accompagnatrice de monsieur, non sa compagne de vie. Ce vendeur n'a jamais compris que son client était capable d'effectuer ses achats lui-même. Est-ce que se déplacer avec une marchette est synonyme de personne inapte?

Les commerçants devraient peut-être sensibiliser leur personnel sur l'attitude qu'ils doivent avoir avec leur clientèle âgée. C'est une simple question de respect.

— Andrée Roy, Repentigny

UN SYSTÈME ARCHAÏQUE

Dimanche matin, 6h. Ma fille ne va pas bien depuis hier soir. Grosse fièvre, toux grasse. Je n'ai pas dormi de la nuit. Mon plus jeune semble aussi être déjà contaminé. Je réveille mon mari: «Chéri, tu dois aller faire la file pour enregistrer les enfants à la clinique!»

Avec l'hiver qui arrive, voilà un épisode qui risque malheureusement de survenir fréquemment!

Monsieur le premier ministre, j'en ai assez de cette structure archaïque du système de santé! J'en ai assez de voir souffrir des milliers de Québécois qui n'ont pas de médecin de famille. J'en ai assez, comme mère de famille, de me dépêcher à enregistrer mes enfants tôt le matin dans une clinique. J'en ai aussi assez d'engorger une clinique, quand mon petit a seulement une conjonctivite!

En général, les cliniques sont pleines dès 9h, peu importe la journée. Les gens font le pied de grue deux heures avant l'ouverture pour obtenir un rendez-vous.

Imaginez le quotidien d'une secrétaire de clinique médicale qui doit retourner des gens malades chez eux et leur demander de revenir le lendemain tôt, sans avoir été vu par un médecin. Qu'il n'y ait qu'un ou deux médecins à la clinique sans rendez-vous, c'est insuffisant. Je veux un médecin de famille pour tous les Québécois. Je veux une accessibilité aux soins de santé. Je veux que mon système de santé reflète 2011. Je veux arrêter d'être stressée et inquiète à chercher une clinique lorsque mes petits sont malades.

Avec le vieillissement de la population, j'ose espérer que vous aurez prochainement des solutions. Il existe des professionnels compétents pouvant vous en suggérer. Écoutez-les! Offrez aux pharmaciens des pouvoirs élargis, reconnaissez les infirmières spécialisées et les immigrants bardés de diplômes. Il est temps d'évoluer. Appliquez leurs recommandations.

— Annie Vézina-Audette

SOCIÉTÉ DE GAGAS

Un gaga est accro à la technologie et il ne peut plus fonctionner sans ses gadgets. Il ne peut se rendre au dépanneur sans son iPhone. Il lui est impossible de trouver sa route sans son GPS. Il ne peut conduire un véhicule sans texter. Il développe un tic en sortant de ses poches son téléphone «intelligent» toutes les cinq minutes. Il heurte les gens sur le trottoir, car il marche avec son iPhone dans les mains. Il a plein d'amis virtuels sur l'internet et s'isole devant un écran. Il tourne le dos à la personne devant lui pour répondre à un appel. Il est esclave de la technologie sans le réaliser. Un gaga n'a plus de liberté. La commercialisation de tous ces gadgets a fait son œuvre de déshumanisation. Que c'est triste à voir! — Mike McLaughlan, Canton d'Orford



PHOTO REUTERS

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453
www.lapresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS 514.285.6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES 514.285.7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ 514.285.6931

